

**Direction des bibliothèques**

**AVIS**

Ce document a été numérisé par la Division de la gestion des documents et des archives de l'Université de Montréal.

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

**NOTICE**

This document was digitized by the Records Management & Archives Division of Université de Montréal.

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal

**Est-ce que la critique du paternalisme condamne à la neutralité de l'État?**

Une évaluation normative des politiques publiques

Par

Samuel Dupéré

Département de philosophie

Faculté des arts et sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures  
en vue de l'obtention du grade de M.A. en philosophie option recherche

avril 2008

© Samuel Dupéré, 2008



Université de Montréal  
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

**Est-ce que la critique du paternalisme condamne à la neutralité de l'État?**

Une évaluation normative des politiques publiques

présenté par :  
Samuel Dupéré

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Peter Dietsch  
président-rapporteur

Daniel M. Weinstock  
directeur de recherche

Ryoa Chung  
membre du jury

## RÉSUMÉ

Les politiques publiques sont l'outil privilégié afin d'influencer les choix et les comportements des citoyens. Elles soulèvent toutefois plusieurs questionnements philosophiques lorsqu'elles entrent en conflit avec l'autonomie des citoyens. Dans ce cas, nous sommes généralement face au paternalisme étatique. Or, un pan important de la philosophie politique s'est développé en réaction au paternalisme ou en défense de l'autonomie. Le développement le plus important est la doctrine de la neutralité de l'État (neutralisme). Cette doctrine affirme que l'État devrait toujours mettre de l'avant des politiques qui sont neutres par rapport aux différentes conceptions du bien. Le neutralisme implique toutefois des sacrifices importants puisqu'il limite non seulement le champ d'action de l'État, mais aussi l'éventail des raisons acceptables dans ce qu'il est convenu d'appeler l'espace public. Il est possible de croire qu'il existe d'autres mécanismes qui permettent d'arriver aux mêmes fins (protéger l'autonomie) tout en permettant un interventionnisme plus efficace.

Mots-clés : philosophie, politique, politiques publiques, autonomie, neutralité

## SUMMARY

Public policies are the preferred tool when it comes to influencing citizens' choices or behaviors. However, they must face a lot of philosophical inquiries when they come into conflict with citizens' autonomy. In this case, we generally face what is called state paternalism. Yet, a great share of political philosophy has evolved around the critique of paternalism and the defense of autonomy. The most important development is the requirement of state neutrality (neutralism). This thesis states the governments can only put forward policies that are neutral regarding competing conceptions of the good. Nevertheless, neutralism implies some important sacrifices since it places a limit on the both the scope of government's interventions and the reasons that are acceptable in the public debate. It is possible to believe that there are alternative mechanisms that can achieve the same goals (protecting autonomy) while promoting more productive state interventions.

Keywords : philosophy, political, public policy, autonomy, neutrality

## TABLE DES MATIÈRES

Résumé.....	iii
Summary .....	iii
Introduction .....	1
Le paternalisme et sa critique .....	4
Caractérisation du paternalisme politique .....	4
La justification du paternalisme .....	10
La critique du paternalisme .....	17
La défense de l'autonomie comme critique du paternalisme .....	21
La légitimité des interférences étatiques .....	27
Du neutralisme au perfectionnisme .....	32
Caractérisation du perfectionnisme .....	37
Caractérisation du neutralisme .....	40
La défense et la critique du neutralisme .....	48
L'appel à la valeur .....	50
L'appel au respect .....	61
L'argument pragmatique .....	64
L'argument épistémologique .....	70
Les limites de la neutralité .....	73
La promotion du bien .....	75
Le perfectionnisme de Sher .....	76
Les limites du perfectionnisme .....	87
Critique de Sher .....	89
Conclusion .....	98
Bibliographie .....	102

À mes parents, ma famille et mes amis (qui l'ont rendu possible)

À mes professeurs, mon directeur et mes collègues (qui l'ont rendu probable)

## INTRODUCTION

L'État intervient constamment dans la vie des gens, que ce soit directement (par la législation) ou indirectement (à l'aide d'incitatifs). Les politiques publiques sont l'outil privilégié afin d'influencer les choix et les comportements des citoyens, que ce soit par l'intermédiaire du marché ou de manière directe. Ce type d'interventions suscite plusieurs questions d'ordre philosophique concernant autant la nature que la forme de l'interventionnisme ou du paternalisme de l'État. Bien que la plupart des philosophes accepte la légitimité des interventions gouvernementales afin d'améliorer le bien-être individuel ou collectif, la question devient beaucoup plus controversée lorsque ces interventions impliquent une limitation de l'autonomie des citoyens. En 1988, Gerald Dworkin écrivait: « Why, and under what conditions, we should restrict people's autonomy in their own best interests remains a crucial issue of public policy »<sup>1</sup>.

Dans ce cas, nous faisons souvent face à des interventions de type paternaliste, c'est-à-dire qu'elles limitent la liberté des individus au nom de leur propre bien-être. Depuis Mill et les Lumières, le paternalisme étatique s'est vu confronté à plusieurs critiques. Un bref survole des politiques auxquelles nous faisons face aujourd'hui nous révèle aussi que plusieurs d'entre elles peuvent être qualifiées de paternalistes. Compte tenu de cette omniprésence, un examen critique du paternalisme est toujours de mise. Cette étude se révèle toutefois être un enchevêtrement de plusieurs concepts auxquels il faut s'attarder : le paternalisme, l'autonomie, le neutralisme et, finalement, le perfectionnisme.

---

<sup>1</sup> Gerald Dworkin, *The theory and practice of autonomy*, p. X (10)

Si le paternalisme est vivement critiqué, c'est justement parce qu'il pose une menace à l'autonomie. Je présenterai donc différentes conceptions de l'autonomie pour voir comment elles peuvent entrer en conflit avec le paternalisme et comment, dans certains cas ces théories ont été développées précisément pour répondre à la menace du paternalisme.

La réponse la plus substantielle face à la menace du paternalisme est toutefois la doctrine de la neutralité de l'État. Elle s'est développée autant pour assurer la cohabitation paisible dans une société pluraliste que pour protéger l'autonomie. Cette doctrine affirme que l'État, principalement dans ses justifications, devrait toujours mettre de l'avant des politiques qui sont neutres par rapport aux différentes conceptions du bien. En agissant de la sorte, le gouvernement s'assure qu'il ne défavorise pas une conception du bien particulière en donnant plus de poids à une autre. Il s'assure aussi de ne pas affecter l'autonomie de ses citoyens en venant intervenir dans leur processus de délibération. Finalement, il s'assure aussi de ne pas causer de torts en se basant sur une conception du bien qui pourrait s'avérer fautive ou impossible à hiérarchiser.

Le neutralisme implique toutefois des sacrifices importants puisqu'il limite non seulement le champ d'action de l'État, mais aussi l'éventail des raisons acceptables dans ce qu'il est convenu d'appeler l'espace public. Il est possible de croire qu'il existe d'autres mécanismes qui permettent d'arriver aux mêmes fins (protéger l'autonomie) tout en permettant une interventionnisme plus efficace. Le neutralisme permet de protéger les citoyens contre certaines dérives gouvernementales, mais il prive aussi l'État d'opportunités importantes qui permettraient d'améliorer le bien-être de tous. J'offrirai donc une présentation



essentiellement critique du neutralisme qui se base sur le livre de George Sher, *Beyond Neutrality*.

Sans être nécessairement qualifié de paternaliste, une initiative qui vise à modifier les comportements peut aussi être perfectionniste. Il s'agit cependant d'une position beaucoup plus substantielle qui a des implications autant épistémologique que métaphysique : pour en arriver à une position perfectionniste, il faut postuler l'existence de biens qui ont une valeur pour tous. Le perfectionnisme partage aussi son opposition au neutralisme avec le paternalisme puisqu'il implique que le gouvernement mette son poids derrière les conceptions qu'il est possible d'identifier comme ayant une valeur inhérente pour l'être humain. Nous effectuerons un bref survol d'une telle position afin de voir s'il pourrait y avoir une alternative au neutralisme dans une perspective perfectionniste. Ceci permet d'entrevoir une nouvelle approche des politiques publiques qui permet de respecter l'autonomie des citoyens, mais aussi de ramener une certaine forme de perfectionnisme au coeur des interventions gouvernementales.

Finalement, je présenterai une critique des arguments de Sher qui permet, en quelque sorte, de recadrer le neutralisme en limitant sa portée.

## LE PATERNALISME ET SA CRITIQUE

### CARACTÉRISATION DU PATERNALISME POLITIQUE

En théorie politique, le paternalisme est caractérisé par ce que l'on pourrait appeler un autoritarisme qui se veut éclairé; un État paternaliste se veut bienveillant pour ses citoyens et il utilise sa force et son pouvoir pour les mener dans le « droit chemin ». Au nom de cette bienveillance, il impose cependant des restrictions importantes sur les choix individuels. L'État paternaliste intervient directement dans le processus de décision de ses citoyens et limite parfois leur champ d'action<sup>1</sup>. La justification principale derrière ce type d'intervention est qu'elle sera bénéfique pour certains individus ou qu'elle limitera les dommages dû aux erreurs de jugement des citoyens. L'État paternaliste considère donc qu'il est parfois mieux placé pour décider et qu'il est de son devoir d'intervenir (même contre la volonté de certains) pour éviter des souffrances lorsqu'il en a la possibilité.

Bien que ce type d'interventions était beaucoup plus présent auparavant (et dans des modes d'organisation politique différent des nôtres), il existe encore plusieurs exemples d'interventions paternalistes de nos jours, et ce à l'intérieur même des démocraties libérales. La réflexion philosophique naît alors d'un conflit imminent entre les différents devoirs de l'État : la promotion du bien-être des individus et la protection de leur

---

<sup>1</sup> Dans la littérature, on fait souvent la distinction entre le paternalisme « légal » et le paternalisme « personnel ». Le paternalisme personnel (ou interpersonnel) est informel et caractérise la relation entre un individu et un autre (à la base, un père envers sa famille). Le paternalisme légal est, pour sa part, formalisé et s'incarne par des lois et des principes généralisables. Le paternalisme étatique est donc un synonyme du paternalisme légal.

autonomie. Nous pouvons d'ores et déjà anticiper les problèmes de légitimité qui seront soulevés lorsque la bienveillance de l'État se traduit par la restriction des choix ou l'amincissement de l'éventail de choix disponibles pour ses citoyens.

En conséquence, le paternalisme agit souvent à titre de repoussoir dans une perspective libérale (comme l'incarnation d'une forme d'intervention étatique qu'il faut éviter). Dworkin le définit d'ailleurs spécifiquement comme une intervention étatique auquel l'individu ne consent pas : « When they are justified solely on the grounds that the person affected would be better off, or would be less harmed, as a result of the rule, policy, etc., and the person in question would prefer not to be treated this way, we have an instance of paternalism. »<sup>2</sup> Le paternalisme revêt donc le caractère d'une interférence avec la liberté individuelle. Dans cette perspective, la définition du paternalisme pourrait donc se résumer à la restriction de la liberté de l'individu au nom de son bien-être<sup>3</sup>.

Dans cette perspective, le paternalisme peut être caractérisé essentiellement comme une forme particulière d'interférence. Si tel est le cas, il est utile d'élaborer une définition satisfaisante d'une interférence avant de s'attarder plus longuement aux interférences paternalistes. Dans son livre sur les interventions paternalistes, Donald VanDeVeer propose la définition formelle suivante :

A interferes with S's choices or acts if and only if

---

<sup>2</sup> Ronald Dworkin, article « Paternalism », Stanford Encyclopedia of Philosophy, <http://plato.stanford.edu/entries/paternalism/>

<sup>3</sup> Richard Arneson, article « Paternalism », In E. Craig (Ed.), *Routledge Encyclopedia of Philosophy*, <http://www.rep.routledge.com/article/L069>

Either 1. A deliberately acts in a manner contrary to S's operative preferences, intention or disposition-

Or 2. A deliberately acts in a manner so as to shape/modify S's original or existing preferences in ways that bypass S's cognitive capacities to resist, or ways that shape those very capacities - so as to make S's preferences different from what they would have been in the absence of A's actions.<sup>4</sup>

Cette définition a l'avantage de tracer les limites assez larges pour englober autant les pressions indirectes pour modifier les préférences de l'individu que les actions directement contraires à ses choix. Les limites sont cependant assez étroites pour ne pas condamner toute forme d'influence (légitime) à être considérée comme une interférence.

Il existe toutefois des différences importantes entre le mode d'intervention paternaliste et les autres limitations de la liberté qui peuvent être qualifiées d'interférences. Ce qui fait en sorte que l'interférence paternaliste reçoit un traitement particulier, c'est d'abord l'intention qui la caractérise. Contrairement à une interférence arbitraire ou malveillante, l'interférence paternaliste doit être précédée d'une véritable intention d'améliorer le bien-être de l'individu. L'évaluation du paternalisme ne consiste pas à remettre en cause la bonne volonté de l'autorité paternaliste, mais plutôt à questionner la légitimité des moyens utilisés et les conséquences de cette attitude sur l'autonomie des individus.

---

<sup>4</sup> Donald VanDeVeer, *Paternalistic interventions* (Princeton: Princeton University Press, 1986), 19

L'intervention paternaliste serait donc une interférence délibérée avec les préférences ou les choix d'un individu (ou d'un groupe d'individus), justifiée par une intention d'améliorer le sort ou d'éviter des souffrances anticipées.

En gardant cette définition en tête, nous ne sommes donc pas à court d'exemples lorsque vient le temps d'examiner des politiques publiques que l'on pourrait qualifier de paternalistes. Il semble en effet qu'il en existe dans plusieurs domaines, et ce malgré le fait qu'elles impliquent souvent une restriction importante pour les choix individuels. Par exemple, il est possible de voir une incarnation du paternalisme dans la criminalisation de certaines activités qui sont sans victimes; il est impossible de présupposer qu'un tort est causé à un tiers lorsque ces activités sont pratiquées par des adultes consentants. En voici, à titre d'exemple, une liste non exhaustive<sup>5</sup> : conduire une moto sans casque, le jeu, la prostitution, la polygamie, la vente et l'usage privé de drogues, acheter du sang ou des organes, le suicide assisté, nager à la plage sans *maître nageur*, la nudité à la plage, maltraiter un cadavre, prêter de l'argent à un taux usuraire, le salaire minimum, acheter des médicaments sans ordonnance, les duels, etc.

L'État exerce tout son pouvoir de coercition dans plusieurs de ces domaines. Il produit aussi des campagnes de publicité-choc pour tenter d'influencer nos choix. Il semble toutefois que nous soyons tout à fait prêts à accepter que l'État intervienne même si cela signifie que

---

<sup>5</sup> Cf. Christopher B. Gray (ed.), *Philosophy of Law: An Encyclopedia - article Paternalism* (London: Routledge, 1999), II.632-635

notre liberté sera limitée. Même si ces politiques peuvent être considérées comme paternalistes, elles ne semblent pas rencontrer trop d'opposition en général.

La perspective semble toutefois différente d'un point de vue philosophique. Même armé des plus nobles intentions, un gouvernement qui voudrait intervenir dans la vie de ses citoyens pour influencer directement leur choix ou limiter ceux-ci devrait faire face à des critiques importantes. Qualifier une politique de paternaliste constitue une accusation dans la majorité des cas. Le consensus actuel veut donc que ce soit le paternalisme qui porte le fardeau de la preuve. Ainsi, toute tentative d'intervention dans le processus de décision des citoyens (même avec le consentement tacite de ceux-ci) devra s'assurer d'avoir une justification solide à portée de main.

Les justifications derrière ces politiques ne semblent cependant pas suivre une seule ligne directrice puisqu'il en existe une grande diversité. De plus, les motivations derrière la « bonne intention » qui caractérise le paternalisme sont diverses et influencent aussi l'évaluation que nous pouvons en faire (puisque et la justification varie en fonction des visées). Dans un cas comme celui de la prostitution par exemple, la justification de son interdiction est souvent que l'on croit que sa consommation est dégradante autant pour le client que pour la péripatéticienne (la justification serait donc de sauvegarder le bien-être moral des individus). Pour éviter un tel appel à la moralité publique, il est toujours possible, dans ce cas comme dans d'autres, d'affirmer que l'on désire protéger les *victimes* (c'est-à-dire ceux qui doivent participer à ce commerce sans y consentir) de la prostitution.

Cependant, dans la mesure où les individus y participent de façon consentante, c'est surtout parce que l'on porte un jugement moral sur la prostitution qu'on veut l'interdire.

Il existe toutefois une évolution dans l'application et la justification des politiques paternalistes. La justification des politiques paternalistes s'est affinée dans la plupart des cas. Le respect d'une autorité supérieure, sans plus de justification, ne suffit plus à garantir la légitimité des interventions paternalistes. Avec raison, très peu de populations possèdent une confiance aveugle envers leur dirigeant quand vient le temps de limiter la liberté individuelle. Ceci ne signifie pas que toutes les politiques à caractère paternaliste seront rejetées, mais nous pouvons tout de même présupposer qu'il existe une limite au sacrifice que l'État peut demander avant de se butter au désir de liberté des citoyens.

Du point de vue de l'individu, l'évaluation de la légitimité peut effectivement se faire sous la forme d'un calcul entre les sacrifices et les bénéfices attendus. Les exemples déjà évoqués montrent que les politiques paternalistes ne rencontrent pas nécessairement d'opposition. Malgré tout, des voix s'élèvent lorsque le gouvernement tente d'imposer des obligations qui peuvent entrer en conflit avec ce que les gens perçoivent comme des valeurs intrinsèques à leur conception de la vie « bonne ». Quelle pourrait être la justification du paternalisme dans ce cas ?

## LA JUSTIFICATION DU PATERNALISME

Ce que le paternalisme questionne, c'est d'abord la capacité de l'individu de faire des choix en harmonie avec son bien-être et ses désirs à long terme. Dans un tel cas, la réflexion se concentre autour de la relation entre l'individu, ses intentions, ses désirs et sa capacité de choisir. On peut aussi douter de la capacité de l'individu à réaliser pleinement ses propres choix. En somme, ces justifications présentent généralement l'individu comme (1) ne faisant pas les bons choix en regard de son bien-être suprême (2) n'ayant pas la force nécessaire pour réaliser pleinement ses choix. En conséquence, on juge que la non-intervention causera un tort plus grand à l'individu que l'intervention. En général, l'argument en faveur du paternalisme étatique est donc un appel contre l'inaction alors que l'État a les moyens d'intervenir: « if one can prevent people from harming themselves, there is no reason not to do so. »<sup>6</sup>

Les justifications derrière ce type d'intervention sont nombreuses et peuvent être abordées de plusieurs manières. Dans un premier cas, on peut les différencier selon leur nature morale, épistémologique ou *motivationnelle*. Il semble toutefois possible de les séparer en deux grandes catégories : (1) celles qui visent à modifier les choix et (2) celles qui visent à cimenter ou assurer la pérennité des choix. D'un côté, on croit que l'individu a fait un *mauvais* choix (erreur épistémologique ou morale), de l'autre, on croit qu'il a fait un *bon* choix, mais qu'il a besoin d'un coup de pouce pour poursuivre dans cette voie (manque de motivation).

---

<sup>6</sup> Richard Arneson, *Op. cit.*



À partir de ces deux catégories, le paternalisme peut cependant prendre plusieurs formes différentes selon la justification qui l'accompagne. Dans un cas extrême, la classe dirigeante affirmerait simplement sa supériorité morale de son statut et en déduirait ainsi son pouvoir d'intervention (autoritarisme religieux ou ethnique, colonialisme, etc.). Dans un cas pareil, le paternalisme politique peut aussi prendre la forme d'une tentative d'uniformisation des valeurs culturelles. On pourrait croire que ce genre de pratiques a disparu avec l'émancipation de la plupart des anciennes colonies au 20<sup>e</sup> siècle. Malheureusement, l'Histoire récente est riche en tentative d'assimilation de toutes sortes. Au Canada, l'exemple le plus fameux est probablement le traitement réservé aux nations autochtones.

De l'aveu même du gouvernement canadien, « la politique des Affaires indiennes [...] cherchait à éliminer les valeurs culturelles des Premières nations et à les assimiler. »<sup>7</sup> Elle faisait donc en sorte que « La protection de l'intérêt collectif dans les terres de réserve était une mesure protectrice temporaire en attendant l'élimination définitive des réserves consécutive à l'assimilation des peuples des Premières nations. »<sup>8</sup>

Puisque l'organisation de la plupart des sociétés amérindiennes était matriarcale, l'imposition du droit conjugal européen avait comme conséquence de privé les femmes de leurs droits traditionnels. Cette situation a subsisté jusqu'à la modification de la *Loi sur les*

---

<sup>7</sup> Affaires indiennes et du Nord Canada, *Contexte historique*,  
<[http://www.aiccinac.gc.ca/pr/pub/matr/his\\_f.html](http://www.aiccinac.gc.ca/pr/pub/matr/his_f.html)>

<sup>8</sup> *idem*

*Indiens* en 1985. Cet exemple illustre les difficultés des interventions paternalistes puisque, en voulant imposer un système de droits moderne et reconnu comme juste, le gouvernement a réduit l'autonomie des autochtones alors qu'il voulait l'augmenter (en plus d'avoir des conséquences néfastes sur l'organisation et le tissu social des réserves). Il s'agit donc d'un cas exemplaire où une bonne intention gouvernementale a eu un effet négatif. Il est d'autant plus étonnant de voir que les politiques d'assimilation du gouvernement fédéral ont survécu pendant très longtemps. Même aujourd'hui, la *Loi sur les Indiens* est, aux yeux de certains, une loi paternaliste qui nuit à l'émancipation des autochtones<sup>9</sup>.

Il peut aussi exister une divergence entre ce que l'État (ou la majorité) considère bon pour ses citoyens et ce que ceux-ci considèrent bon pour eux-mêmes (dans le cas, par exemple, de pratiques minoritaires considérées comme étant de « mauvais goût » par la majorité). Dans d'autres cas, on affirme que l'individu n'est pas toujours le mieux placé pour *savoir* ce qui est bon pour lui – et ce même lorsqu'il est bien intentionné (manque d'information, perspective trop étroite, etc.). Il est possible que son jugement soit temporairement embrouillé ou qu'il existe un conflit à l'intérieur de son propre système de valeurs.

Dans une autre perspective, il est possible que l'individu sache ce qui est bon pour lui, mais qu'on juge qu'il ne réussira pas à atteindre son but sans l'aide de l'État (faiblesse humaine, manque de motivation ou excès de diversions). Parfois, il existe simplement une

---

<sup>9</sup> Le 23 novembre 2005, la porte-parole du groupe Femmes autochtones du Québec commentait, dans un communiqué de presse, une nouvelle entente avec le gouvernement : « Le gouvernement fédéral a encore une attitude paternaliste à l'égard des Autochtones et n'a pas réellement créé de nouveaux liens fondés sur un respect mutuel, de nation à nation ». Selon les autochtones, la *Loi sur les Indiens* est aussi dénoncée par les Nations Unies.

discordance entre les choix quotidiens et les choix à long terme (certains affirment qu'il existe un biais psychologique qui fait en sorte que l'on a de la difficulté à donner du poids à notre intérêt à long terme). Finalement, il n'est pas impossible d'envisager certains cas, plus pathologique, où l'individu refuse délibérément de faire ce qu'il reconnaît lui-même comme bon (tendance à l'autodestruction).

Si on laisse de côté les incarnations les plus extrêmes du paternalisme, ce qui ressort de ce bref tour d'horizon est donc que l'État, à cause de sa perspective plus large et de son pouvoir politique, peut se considérer mieux placé pour juger des actions à entreprendre au nom de l'individu dans certains cas. D'un point de vue épistémologique, la ligne de pensée classique serait d'affirmer que « deux têtes valent mieux qu'une » et que la délibération et la confrontation des idées peuvent amener une décision plus éclairée sur les choix individuels (ce qui justifie, en partie, l'organisation de nos institutions démocratiques).

S'il existe un ensemble d'incitatifs ou de pressions externes (économiques et sociales) qui font en sorte qu'il est plus difficile d'atteindre certains objectifs, l'État peut aussi vouloir jouer un rôle de contrepoids face aux forces déjà en place dans la société. Toutefois, cette position peut aussi émerger de la conviction que l'homme n'a pas la force morale nécessaire pour mener à bien ses propres aspirations. Il doit donc recevoir un coup de pouce des institutions gouvernementales. Des institutions qui se caractérisent par une certaine stabilité et qui sont, en conséquence, plus résistantes aux passions passagères.

Mais le paternalisme va plus loin que simplement suggérer une voix à suivre puisqu'il implique d'aller à l'encontre des désirs des individus ou de restreindre délibérément leurs choix afin d'influencer le comportement de ceux-ci<sup>10</sup>. La nuance entre la simple bienveillance de l'État et le paternalisme étatique réside probablement ici : même si les deux prétendent agir dans l'intérêt supérieur des individus, un seul implique l'apparition d'une restriction dans le processus de décision. Puisque la restriction des choix est une atteinte directe à la liberté individuelle, il est impossible d'examiner cette question sans questionner plus en détail la légitimité du caractère restrictif des interventions paternalistes.

Comme nous avons déjà vu, il semble en effet difficile de dissocier le paternalisme de l'idée de contrainte, d'interférence et de restriction. VanDeVeer invoque toutefois trois tentatives de justifier des actes paternalistes même lorsque l'on reconnaît qu'ils constituent des interférences<sup>11</sup> : (1) justifications paternalistes, (2) justifications non paternalistes et (3) justifications mixtes. La justification *paternaliste* se caractérise justement par un désir de promotion ou de protection du bien-être de l'individu : on tente de justifier l'interférence en invoquant le gain que celle-ci peut procurer à l'individu. La justification non paternaliste est étonnamment dans la même veine, mais fait plutôt appel à la protection et la promotion du bien-être de personnes autres que celle visée par l'interférence. La justification mixte invoque, sans surprises, les deux types de justifications à la fois.

---

<sup>10</sup> Häyry, Heta, « Paternalism », *Encyclopedia of Applied Ethics (volume 3)* (London: Academic Press, 1998), 449

<sup>11</sup> Donald VanDeVeer, *Op. cit.*, 27

Dans l'évaluation de VanDeVeer, seulement certaines entreprises paternalistes (ou interférences) sont contentieuses et potentiellement condamnables d'emblée : celles qui enfreignent nos « droits moraux ». Ainsi, les actes paternalistes peuvent être condamnés, non pas par le simple fait qu'ils constituent une interférence, mais parce qu'ils transgressent certains « principes moraux indépendamment spécifiables »<sup>12</sup> qui condamnent des actes tels que la coercition, le meurtre ou la tromperie. La conséquence de ce genre d'évaluation est que, si on accepte que certaines interventions paternalistes soient justifiables du point de vue de leurs intentions, l'évaluation se transpose alors sur les moyens employés pour arriver aux fins visées ; même si l'intention peut être justifiée, les principes moraux invoqués interdisent certaines formes d'interventions.

Au final, toute tentative de justification des actes paternalistes semble cependant se rabattre sur une des deux catégories suivantes<sup>13</sup>. Tout d'abord, on se préoccupe du consentement réel ou hypothétique du sujet à l'interférence : s'il existe un consentement explicite à l'interférence, on affirme que celle-ci est justifiée (comme c'est le cas dans la plupart des systèmes moraux traditionnels). S'il est impossible d'obtenir un consentement explicite, on affirme alors qu'il existe un consentement hypothétique ou prédit du sujet (on peut inférer à partir de la stabilité des croyances ou de la rationalité potentielle d'un tel consentement). Ceci fait aussi en sorte que la justification du paternalisme est parfois limité à une certaine catégorie de personnes que l'on considère comme plus vulnérables (enfants, malades, etc.).

---

<sup>12</sup> Donald VanDeVeer, *Op. cit.*, 21

<sup>13</sup> *Ibid.*, 41

En bioéthique, par exemple, une approche qui est souvent utilisée est celle de la « Théorie du consentement libre et éclairé » (TCLE). Dans ce cas, on utilise une série de critères (stabilité des croyances, altération du jugement, etc.) afin de déterminer si le patient est en mesure de poser un jugement autonome sur son état. Si on établit que les facultés du patient respectent les critères de la TCLE, le médecin doit alors respecter le désir du patient même s'il refuse un traitement nécessaire à sa survie. Dans le cas contraire (c'est-à-dire si le patient n'est pas en mesure de poser un jugement), le médecin peut alors agir de manière paternaliste en administrant le traitement approprié.

Si l'individu ne consent pas à l'interférence, la seule manière de justifier une interférence paternaliste semble être l'invocation d'un gain d'utilité tellement grand pour le sujet qu'il compense sa perte d'autonomie (dans le cas d'une intervention médicale, on pourrait aussi invoquer le manque de compétence du patient pour bien évaluer sa situation). Avant même d'aborder plus en détail la question de la légitimité des interférences en rapport avec le respect de l'autonomie, on peut déjà présupposer que la justification d'un tel sacrifice sera nécessairement problématique pour plusieurs (plus particulièrement s'il s'agit du sacrifice d'un individu au nom du bien-être commun).

## LA CRITIQUE DU PATERNALISME

John Stuart Mill est une référence historique incontournable pour tout examen critique de la question du paternalisme. Dans *De la liberté*, il mène une charge en règle contre le paternalisme et la tendance de l'État à décider en lieu et place des individus. Pour Mill, ceci est non seulement immoral, mais aussi contre-productif puisque le jugement de l'État ou de la majorité n'est pas nécessairement supérieur à celui de l'individu. Son examen des interférences étatiques l'amène donc à se questionner sur « la nature et les limites » du pouvoir qui peut être légitimement exercé par l'État.

Dans les mots mêmes de Mill, le but de son essai est de servir qu'une seule vérité, soit le principe de *non-nuisance*<sup>14</sup>. Souvent appelé « harm principle », ce principe largement cité affirme que « the sole end for which mankind are warranted, individually or collectively, in interfering with the liberty of action of any of their number is self-protection »<sup>15</sup>. L'interférence individuelle ou gouvernementale n'est donc permise qu'en cas de menace imminente au bien-être d'un tiers. Selon Mill, ce principe doit s'imposer sur toutes les actions du gouvernement qui touchent les obligations ou le contrôle imposés aux individus, « whether the means used be physical force in the form of legal penalties, or the moral coercion of public opinion »<sup>16</sup>.

---

<sup>14</sup> Cf. John Gray and G.W. Smith (eds), *J.S. Mill – On liberty in focus* (London: Routledge, 1991), 2

<sup>15</sup> *Ibid.*, 30

<sup>16</sup> *idem*

Mill perçoit une tension inhérente entre autorité et liberté qui caractérise tous les systèmes politiques<sup>17</sup>. Puisque, traditionnellement, la liberté individuelle s'est retrouvée perdante dans la plupart des cas, il veut établir une frontière claire pour limiter le pouvoir autoritaire. La « souveraineté de l'individu » sur ses actions et ses opinions devient donc totale à l'intérieur des limites tracées par le « harm principle ». Cette position est justifiée autant par scepticisme (la faillibilité de notre jugement fait en sorte qu'on peut se tromper en condamnant certains modes de vie) que par utilitarisme (l'individualité est nécessaire au bonheur).

Pour honorer ce principe, Mill est même prêt à sacrifier ce que l'on pourrait appeler le « progrès social » :

« The spirit of improvement is not always a spirit of liberty, for it may aim at forcing improvements on an unwilling people; and the spirit of liberty, insofar as it resists such attempts, may ally itself locally and temporarily with the opponents of improvement; but the only unfailing and permanent source of improvement is liberty, since by it there are as many possible independent centres of improvement as there are individuals. »<sup>18</sup>

La maxime de Mill ne semble donc pas laisser de place à beaucoup d'exceptions.

Il est toutefois intéressant de noter que ce principe s'adresse spécifiquement à l'usage de la coercition directe ou de la force, mais laisse la porte ouverte à d'autres formes d'interventions. Au sujet du citoyen dont le comportement pourrait nous sembler questionnable, Mill affirme : « There are good reasons for remonstrating with him, or reasoning with him, persuading him, or entreating him, but not for compelling him, or

---

<sup>17</sup> *Ibid.*, 23

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 86



visiting him with any evil in case he do otherwise »<sup>19</sup>. Ceci semble laisser un large champ d'intervention libre pour des politiques publiques qui viseraient à modifier le comportement des individus par des moyens autres que la force (ce qui est habituellement le cas aujourd'hui).

C'est toutefois la question de l'autonomie et de l'individualité qui demeure source de plus de débats chez les interprètes contemporains. Pour certains, *De la liberté* peut être compris comme un argument pour que l'autonomie soit considérée comme un intérêt vital pour l'être humain.<sup>20</sup>

Selon John Gray, c'est le chapitre 3 de *On Liberty* qui présente l'individualité comme un élément essentiel du bien-être, soit « the idea of autonomous choice which is a necessary ingredient of any higher pleasure and of any form of life or activity expressive of individuality »<sup>21</sup>. Le chapitre 3 ferait donc le lien entre l'importance de l'individualité et son incarnation dans les choix autonomes. À partir de ceci, on peut voir le paternalisme comme une antithèse de l'autonomie et étendre la portée des arguments de Mill :

« given that autonomy is a great value, paternalistic restrictions will never (or hardly ever) advance the interest of the individual they are intended to benefit. Moreover, the long-run indirect consequences of paternalism are likely to be very bad – that is inimical to social progress – for just the same reasons that the long-run indirect consequences of suppression of free speech are likely to be very bad. »<sup>22</sup>

---

<sup>19</sup> John Gray, *Ibid.*, p. 31

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 10

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 190

<sup>22</sup> Richard Arneson, "Mill versus Paternalism", *Ethics*, Vol. 90, No. 4 (Jul., 1980), 482

Ceci est toutefois contesté puisque d'autres, tel que Isaiah Berlin, affirment qu'il existe une tension inhérente entre le principe d'utilité (dans *Utilitarianism*) et le principe de liberté (dans *On Liberty*) énoncé par Mill : la liberté ne peut avoir une valeur absolue si elle est subordonnée à la maximisation de l'utilité pour tous (et vice versa)<sup>23</sup>. La question, dans ce cas, devient donc de savoir si le bonheur nécessite l'autonomie ou si l'autonomie doit être privilégiée même si son sacrifice pourrait amener un « gain d'utilité ». Une lecture possible permet d'affirmer la supériorité morale et pragmatique (utilitariste) de l'autonomie (ou des choix autonomes). Ceci ferait en sorte que l'autonomie deviendrait une condition *sine qua non* de l'atteinte du bonheur.

Une interprétation qui tente d'éviter la contradiction soulevée par Berlin affirme que Mill possédait ce que Rawls appelait « a thin theory of the good » : l'autonomie serait un point de départ sur lequel tous pourraient s'entendre. Elle constitue la base d'une théorie minimale du bien qui précède, mais qui n'empêche pas, la mise en place d'une théorie *comprehensive* (utilitariste). Même si Mill accorde une importance capitale à l'autonomie, il demeure convaincu de la supériorité de certains modes de vie (les plaisirs ne sont pas tous égaux sur l'échelle de l'utilité). L'autonomie est cependant la condition minimale et nécessaire pour que les individus puissent choisir un plus grand espace de liberté. La présupposition est donc que, dans une position de délibération libre d'interférences, les individus reconnaîtraient l'autonomie comme un « bien primaire » et choisiraient d'en étendre la portée. En ce sens, « weighting autonomy and security heavily in any scheme of

---

<sup>23</sup> Cf. Isaiah Berlin, *John Stuart Mill and the Ends of Life in Four Essays on Liberty* (Oxford: Oxford University Press, 1990)

human welfare, and giving priority to autonomy once certain conditions have been satisfied »<sup>24</sup>.

L'autonomie permet ensuite de tracer les frontières et de ce qui peut être légitimement accepté comme un « plan de vie » rationnel et transfert, en quelque sorte, le débat : une fois qu'un choix est établi comme autonome, il devient beaucoup plus difficile de justifier une intervention étatique qui va à l'encontre de ce choix puisque le seul fait qu'un choix soit réalisé de manière autonome lui accorde une valeur intrinsèque.

## **LA DÉFENSE DE L'AUTONOMIE COMME CRITIQUE DU PATERNALISME**

Les débats autour de l'interprétation de Mill mettent en lumière un fait important pour l'examen des politiques publiques : l'importance de la défense de l'autonomie dans la critique du paternalisme. Il est donc inévitable d'examiner plus en profondeur la question de l'autonomie si on veut bien cerner les bases de la critique du paternalisme. En effet, la défense de l'autonomie est souvent la première barrière face aux interventions paternalistes. En conséquence, l'évaluation de la valeur du paternalisme se fait souvent en corrélation avec la valeur que l'on accorde à l'autonomie. De plus, si la primauté de l'autonomie va jusqu'à permettre que les individus se fassent du tort à eux-mêmes (lorsque ce choix est autonome), il ne reste aucune marge de manœuvre pour le paternalisme comme nous l'avons défini précédemment. Il existe donc un débat portant autant sur la

---

<sup>24</sup> Cf. John Gray, *Ibid.*, 209

définition de ce qu'est un choix autonome que sur la place que devrait occuper la promotion de l'autonomie dans les devoirs de l'État. La première conséquence de cette mise en relief de l'autonomie est de transférer le débat de la nature du paternalisme vers la nature de l'autonomie. La critique (et la définition même) du paternalisme se voit alors confrontée à la définition que l'on donne à l'autonomie.

Il n'existe cependant pas de définition uniforme de l'autonomie, tout comme il n'existe pas une seule justification de sa valeur. Feinberg, par exemple, suggère jusqu'à quatre sens différents de l'autonomie<sup>25</sup>. La justification peut se diviser en deux selon les principales traditions philosophiques : d'un point de vue kantien, l'autonomie est invoquée comme un bien en-soi qui joue un rôle de premier plan dans la constitution morale de l'individu. D'un point de vue utilitariste, l'autonomie est invoquée pour la valeur qu'elle apporte dans le calcul de l'utilité (elle est une condition du bonheur selon certaines interprétations de Mill). Dans d'autre cas, elle a une valeur plus instrumentale (les individus autonomes réussissent généralement mieux dans l'optimisation de l'utilité).

Nous pouvons aussi invoquer des arguments Rawlsien comme la légitimité du contrat social dans une société pluraliste. Dans cette perspective, l'autonomie est le berceau de la légitimité politique; le concept nécessaire à l'établissement du contrat social. Dans la tradition kantienne, l'autonomie est le fondement même de la moralité et soude le lien

---

<sup>25</sup> Cf. Joel Feinberg, "Autonomy" in Christman, ed., *The Inner Citadel: Essays on Individual Autonomy* (New York: Oxford University Press, 1989), 27-53

indissociable entre moralité et raison : l'atteinte de l'autonomie par l'usage de la raison est devenu, avec les Lumières, un impératif d'émancipation.

La justification typique pour les politiques paternalistes évoquées en exemple est qu'elles servent d'abord à protéger un tiers innocent; nous interdisons l'alcool au volant ou la cigarette dans les lieux publics non pas parce que nous condamnons moralement l'alcool ou le tabac, mais plutôt parce que leur consommation entraîne des risques incontrôlables pour un tiers. Cette justification reconnaît implicitement la nécessité de protéger l'autonomie des individus et cherche ainsi une justification qui ne questionne pas cette autonomie. Dans le même ordre d'idée, la plupart des justifications paternalistes tentent de l'éviter le conflit avec l'autonomie d'une manière ou d'une autre, soit en minimisant l'importance de l'interférence ou en invoquant un sacrifice nécessaire de l'autonomie au nom du bien commun ou du bien futur. Il est toutefois fort probable que cette justification, qui tente de réconcilier les devoirs contradictoires de l'État, ne satisfera pas les plus ardents défenseurs de l'autonomie.

Plusieurs commentateurs font remarquer avec raison que Mill ne mentionne jamais « autonomie » dans tout son essai. Il est toutefois possible de déduire la nécessité d'un concept qui caractérise les choix d'un individu dans une société qui respecte sa souveraineté. À défaut de parler « d'autonomie », la liberté, telle que définie par Mill, se rapproche d'une conception de l'autonomie qui veut qu'en faisant un choix volontaire, un individu se rende responsable de toutes les conséquences prévisibles qui découlent de ce

choix<sup>26</sup>. En empêchant l'avènement de conséquences néfastes, c'est cette prise de responsabilité qu'empêche le paternalisme et c'est probablement l'une des justifications premières du fort sentiment antipaternaliste de Mill. L'autonomie selon Mill revêt ainsi une nouvelle signification en mettant de l'avant l'idée d'une autonomie définie négativement, soit par l'absence d'interférences<sup>27</sup>. On peut aussi supposer que l'impératif de protection de l'autonomie est venu seulement après celui de protection du bien-être. D'un point de vue hobbesien par exemple, la justification première du nouveau contrat social était d'assurer la sécurité des citoyens. Le souci de protéger l'autonomie ne semble venir qu'avec les Lumières. C'est ensuite Mill qui le justifie en invoquant son importance pour le bien-être individuel et celui de la démocratie tout en posant les bases de droits individuels comme la liberté d'expression.

Au-delà de la limitation imposée par le « harm principle », la prescription morale (ou le devoir positif de l'État) devient donc de respecter l'autonomie des individus. Il s'agit aussi d'un éloignement significatif par rapport à l'autonomie de caractère telle que définie dans l'axe Rousseau-Kant où être autonome signifie agir selon les principes que l'on s'est donnés<sup>28</sup>.

La nuance importante est cependant qu'une conception utilitariste de l'autonomie permet d'invoquer d'autres facteurs de contribution au bien-être afin de minimiser son importance

---

<sup>26</sup> John Gray, *Ibid.*, p. 475

<sup>27</sup> Il demeure cependant beaucoup plus compliqué de définir ce qu'est une « interférence » si on ne se limite pas aux cas patents d'usage de la force comme Mill semble le faire.

<sup>28</sup> Cette distinction est présentée, entre autres, par Richard Arneson dans *Mill versus Paternalism*, p. 475

(l'autonomie devient un facteur parmi tant d'autres). Dans le cas d'une conception plus déontologique, il semble impossible d'imposer une limite à un principe universellement reconnu sans effectuer un changement significatif de paradigme (à moins d'invoquer une hiérarchisation des principes qui accorde une importance supérieure à des principes qui peuvent entrer en conflit avec le respect de l'autonomie).

Le pré-requis d'une approche libérale demeure que l'on doit obtenir le consentement (factuel ou théorique) de tous ceux qui sont contraints par l'autorité étatique<sup>29</sup>. Il existe cependant d'autres visions qui demeurent plus fidèles à l'idée de l'autonomie telle qu'énoncée chez Kant. Rawls, par exemple, mentionne que les individus sont autonomes lorsque « they are acting from these principles that they would acknowledge under conditions that best express their nature as free and equal rational beings. »<sup>30</sup> Les principes dérivés dans une telle position peuvent ensuite servir d'étalon pour mesurer l'autonomie des choix. Le voile d'ignorance permet de choisir des principes compatibles avec l'idée kantienne de l'autonomie puisqu'il empêche les influences hétérogènes (le statut social par exemple) qui feraient en sorte que les principes soient attribuables au milieu plutôt qu'à la délibération rationnelle de l'agent. Pour guider les choix futurs, les principes doivent être choisis librement, rationnellement et à l'abri des influences temporelles. L'individu qui agit selon des principes établis de la sorte pose les bases de son autonomie : « For to express one's nature as a being of a particular kind is to act on the principles that would be chosen if this nature were the decisive determining element. »<sup>31</sup>

---

<sup>29</sup> Cf. John Rawls, *Op. cit.*, 144-50

<sup>30</sup> *Ibid.*, 515, voir aussi p. 252

<sup>31</sup> *Ibid.*, 253

Dans ce cas, le paternalisme devient inacceptable s'il empêche l'expression de cette nature en rétrécissant l'espace de liberté au point où l'individu ne peut jouir de son pouvoir de délibération pour établir les principes qui vont guider sa vie (il est impossible d'agir « selon ses propres maximes » si ces maximes nous sont imposées par une autorité extérieure). Une critique du paternalisme à partir de cette perspective fixerait donc ses limites en interdisant l'imposition de valeurs étrangère à la conception du bien propre à l'individu : « Imposing one's own values on someone whose values are autonomously formed is the clearest and most unproblematic example of violation of autonomy »<sup>32</sup> L'autonomie est donc reliée avec l'idéal d'authenticité, puisqu'il s'agit d'agir selon les principes que l'on s'est fixé pour soi-même.

Si on prend au sérieux ces différentes définitions de l'autonomie, il semble donc que nous devons conclure que sa promotion peut être une visée légitime de l'État (et même une condition essentielle dans certain cas). Une fois cette conclusion établie, nous pouvons ensuite voir jusqu'où l'État doit aller et quels sont les sacrifices nécessaires pour assurer la protection de l'autonomie dans les interventions étatiques.

Qu'advient-il alors, de la prescription pour l'État de « respecter l'autonomie » telle que nous l'avons identifiée comme critique principale du paternalisme ? Des désaccords subsistent quant au poids à donner à cette maxime. Pour certains, elle nous contraint à éliminer toute

---

<sup>32</sup> John Rawls, *Ibid.*, 329



forme d'interférences avec les choix volontaires qui concerne uniquement l'individu. Pour d'autres, la marge de manœuvre est plus grande et permet d'intervenir si, et seulement si, un choix est irrationnel et l'individu pourrait consentir à l'interférence s'il était pleinement rationnel et informé<sup>33</sup>.

Même si nous avons plusieurs définitions différentes, il semble toutefois difficile d'en arriver à une conception de l'autonomie qui serait compatible avec des interventions paternalistes.

### **LA LÉGITIMITÉ DES INTERFÉRENCES ÉTATIQUES**

L'héritage de Mill est encore bien présent dans l'évaluation que nous faisons de légitimité des interférences. Une nuance importante est aussi le fait qu'une accusation de paternalisme sera plus probante dans le cas d'activités qui ne nuisent pas ou n'enfreignent pas la liberté des autres. Alors que la justification traditionnelle pour l'interdiction de certains comportements est qu'ils briment la liberté des autres ou leur causent du tort, il existe certaines activités qui sont réprimées même si elles ne semblent pas porter atteinte à personne. À partir de Mill, l'évaluation du paternalisme a toutefois évolué pour faire place à une conception plus nuancée qui permet de justifier certaines interventions paternalistes.

Pour ce faire, il faut toutefois suivre la prescription de VanDeVeer et éviter de condamner le paternalisme *a priori*. Ceci permet de caractériser les actes paternalistes de manière à ce qu'il soit possible de discerner ceux qui peuvent être considérés comme légitimes. Après

---

<sup>33</sup> *Ibid.*, 318. Scoccia place Feinberg et VanDeVeer dans la première catégorie alors que Rawls et Dworkin se retrouvent dans la deuxième.

tout, nous devons tenir compte de la nuance qui existe entre une simple interférence et un acte paternaliste (qui, comme nous l'avons vu, se différencie par un désir de bienveillance). Il ne s'agit pas de nier le caractère restrictif d'un acte paternaliste (bien qu'il soit possible d'agir de manière paternaliste autrement que par interférence directe<sup>34</sup>), mais plutôt de voir s'il est possible qu'une interférence soit parfois justifiée. Il faut donc éviter une définition trop contraignante qui, en plus de faire l'équation entre un acte paternaliste et une interférence, va jusqu'à imposer le lien entre interférence et viol de l'autonomie.

Il faut aussi résister à la tentation de condamner trop tôt tous types d'interférence si on veut toucher l'essentiel de la question (c'est-à-dire, si toutes les instances du paternalisme doivent être condamnées sans équivoque). Ce problème est particulièrement difficile à contourner si nous partons d'une conception négative de la liberté ou l'essentiel est l'absence d'interférences. VanDeVeer prétend toutefois qu'un autre avantage de sa définition des interférences est de caractériser les actes paternalistes de manière plus neutre, en évitant de les condamner comme illégitime *a priori*<sup>35</sup>. Après tout, il semble exister des situations où l'individu est indifférent ou reconnaissant par rapport à son traitement paternaliste (si un ami nous empêche de conduire en état d'ébriété par exemple). Il est donc possible de croire que cette reconnaissance se fait toutefois une fois l'acte posé dans la plupart des cas.

---

<sup>34</sup> Il est aussi intéressant de noter que, comme VanDeVeer le fait remarquer, il est possible d'agir de manière paternaliste par omission volontaire plutôt que par interférence directe (lorsqu'un médecin omet délibérément de transmettre certaines informations à son patient par exemple).

<sup>35</sup> Donald VanDeVeer, *Op. cit.*, 17

Ici, la définition de Dworkin présentée plus tôt rencontre une difficulté puisque, selon celle-ci, toute intervention à laquelle l'individu ne consent pas n'est pas paternaliste, mais un individu ne consentira jamais à une intervention paternaliste. Le lien analytique entre paternalisme et non consentement devient plus ténu si on peut admettre qu'il existe des situations où une atteinte partielle à l'autonomie est acceptable et serait même souhaité par les individus. La plupart des théories contournent donc ce problème en invoquant l'altération temporaire ou partielle du jugement. Autrement dit, il est possible de croire que l'individu aurait consenti à son traitement s'il avait été pleinement rationnel et informé. Ceci permet de sauvegarder la définition du paternalisme comme un acte qui va à l'encontre de la volonté de l'individu.

Nous avons aussi déjà vu que, pour plusieurs, le paternalisme est, par définition, une atteinte à l'autonomie individuelle. Le degré d'interférence que nous pourrions considérer comme légitime dépend en grande partie de ce que nous considérons nécessaire à la protection de l'autonomie. Pour certains, l'impératif de la neutralité demande que l'on respecte les choix autonomes même si ceux-ci peuvent sembler irrationnels. Ceci apporte une distinction importante, puisqu'on invoque la possibilité d'une gradation de l'autonomie, c'est-à-dire qu'on accepte que tous les individus n'exercent pas leur autonomie au même degré.

Nous sommes donc face à ce que l'on pourrait appeler une approche procédurale de l'évaluation de l'autonomie des individus: c'est la façon par laquelle nous avons acquis nos convictions qui détermine leur autonomie (et, par extension, celle du sujet). Dans ce cas, la

légitimité du paternalisme se mesure par l'impact qu'il peut avoir dans ce processus d'acquisition des valeurs (une valeur acquise sans interférence extérieure sera considérée comme autonome). Dans ce cas, « some people will be less able to judge for themselves what their own good is and hence be more susceptible to (justified) paternalistic intervention. »<sup>36</sup> Pour éviter cette pente glissante, on fixe souvent un seuil par rapport à l'âge de la personne ou ses capacités cognitives.

Dans d'autres cas, on accepte que certains choix soient limités puisque l'on présuppose que l'individu accepterait cette contrainte s'il était pleinement rationnel et informé<sup>37</sup>. Ceci a toutefois comme conséquence de transposer le débat sur le caractère de la rationalité et de la quantité d'information nécessaire. En somme, pour ceux qui, comme les disciples de la théorie du choix rationnel, ont une conception assez étroite de la rationalité, ceci peut justifier la limitation des droits des personnes considérées comme *irrationnels* – et il s'agit d'une large majorité de la population dans le cas présent).

S'il existe plusieurs définitions de l'autonomie, il existe aussi plusieurs manières de « respecter l'autonomie » et plusieurs justifications possibles à l'intérieur même de la tradition libérale. C'est dans cette diversité qu'il faut puiser si on veut concilier le respect de l'autonomie avec la promotion du bien-être individuel et collectif.

---

<sup>36</sup> John Christman, "Autonomy in Moral and Political Philosophy", *The Stanford Encyclopedia of Philosophy* (Fall 2007 Edition), <http://plato.stanford.edu/archives/fall2007/entries/autonomy-moral/>

<sup>37</sup> Danny Scoccia, "Paternalism and Respect for Autonomy", *Ethics*, Vol. 100, No. 2 (Jan., 1990), 318

Il semble donc qu'une évaluation normative des interventions gouvernementales doit nécessairement aborder la question du paternalisme de manière critique. La perspective la plus intéressante s'articule cependant autour du thème de la neutralité de l'État puisque le paternalisme est souvent invoqué comme antithèse de la neutralité. Ceci ne veut pas dire qu'il n'existe pas une quantité de variations (que nous pourrions examiner plus en profondeur) entre l'interventionnisme et le laissez-faire. Il faut cependant faire un examen critique du neutralisme si on veut s'en éloigner, ne serait-ce que dans quelques cas d'exception.

## DU NEUTRALISME AU PERFECTIONNISME

La critique du paternalisme a joué un rôle important dans l'identification de l'autonomie comme un concept clé pour une conception libérale de l'État. Puisque l'autonomie se définit souvent comme l'absence d'interférences, le corollaire de sa défense devient donc la mise en place d'institutions publiques qui protègent les individus contre ce genre d'interférences. Pour plusieurs, la défense de l'autonomie va ainsi de pair avec une défense de la neutralité axiologique de l'État dans ses politiques publiques et ses relations avec ses citoyens.

Le désir de protéger l'autonomie se traduit donc par une prescription claire pour les interventions de l'État, celle du neutralisme. En politique, le neutralisme naît d'abord de la constatation du pluralisme des valeurs chez les citoyens : ils existent une multitude d'opinions et de valeurs en ce qui concerne la conduite de la vie « bonne ». Devant cette diversité, l'État doit s'effacer et ne peut favoriser aucune conception particulière au détriment des autres. Le neutralisme, c'est donc la neutralité par rapport à toutes les « conceptions du bien » qui existe en démocratie. En ce sens, « political decisions must be, so far as is possible, independent of any particular conception of the good life, or what gives value to life. »<sup>1</sup> On complète donc la transition entre ce qui est d'abord apparu comme un devoir négatif (ne pas interférer) et une modification des visées de l'État (faire la promotion de l'autonomie). La tâche de l'État devient donc de fournir « a neutral framework within

---

<sup>1</sup> Ronald Dworkin, *A Matter of Principle* (Cambridge: Cambridge University Press, 1988), 127

which different and potentially conflicting conceptions of the good can be pursued. »<sup>2</sup>

Cette position constitue un des parangons du libéralisme contemporain. Plus encore, il semble qu'elle se soit vite transmise dans nos attitudes quotidiennes : « we have all absorbed, by a kind of cultural osmosis, the ideas that self-expression, choice and diversity are paramount, and that how a person lives is less important than whether he lives as he prefers and chooses. »<sup>3</sup> Les arguments qui servaient à justifier le paternalisme peuvent ici, à l'inverse, servir à motiver le neutralisme: d'un point de vue pragmatique et épistémologique, les défenseurs du neutralisme doutent de la supériorité du jugement de l'État dans le domaine des choix individuels. C'est ainsi que la neutralité de l'État s'est vite imposée comme une condition nécessaire pour le respect des libertés individuelles.

Le neutralisme va cependant plus loin que la critique du paternalisme puisque sa version la plus extrême exige une neutralité complète du point de vue des valeurs ; il s'oppose donc, non seulement aux interférences étatiques, mais aussi à la promotion de certaines valeurs par l'État (même si ceci n'implique pas d'interférences). Dans ce cas, son anathème serait le perfectionnisme (sur lequel nous reviendrons plus en détails) ou toutes les tentatives de modifier les comportements individuels de manière active.

---

<sup>2</sup> Will Kymlicka, "Liberal Individualism and Liberal Neutrality", *Ethics*, Vol. 99, No. 4 (Jul., 1989), 883

<sup>3</sup> George Sher, *Beyond neutrality* (Cambridge: Cambridge University Press, 1997), 2

Le neutralisme va aussi plus loin que la simple non-interférence puisqu'il implique que le gouvernement ne peut même pas se prononcer en faveur d'un bien particulier. Ceci est clair dans la définition du neutralisme que Sher identifie chez Rawls :

« Justice as fairness... [does not] try to evaluate the relative merits of different conceptions of the good... There is no necessity to compare the worth of the conceptions of different persons once it is supposed they are compatible with the principles of justice. Everyone is assured an equal liberty to pursue whatever plan of life he pleases as long as it does not violate what justice demands. »<sup>4</sup>

Dans un contexte de diversité grandissante, le neutralisme semble être une réponse adéquate face à la multiplication des demandes de prises de positions auxquelles l'État doit nécessairement faire face. Il est beaucoup plus simple d'être juste en ne prenant pas position qu'en essayant de prendre une position juste sur tout. L'exigence de neutralité a cependant comme conséquence d'évacuer (et même de rendre illégitime) les discussions sur le contenu des préférences des individus du domaine public (des discussions que devrait normalement favoriser un contexte démocratique). Le libéralisme érige des barrières suffisantes contre le relativisme pour éviter de tomber dans ce piège. Cependant, il est possible de croire qu'en s'en tenant au caractère formel des discussions sur le bien, il passe à côté de certains consensus qui, s'il recevait un appui étatique, pourrait contribuer au bien-être de chacun.

La crainte du paternalisme est certainement justifiée, mais il semble que le libéralisme va trop loin en niant (ou du moins, en refusant de se prononcer) le fait que certains modes de vie (ou valeurs) peuvent être supérieurs à d'autres. Intuitivement, nous nous entendons

---

<sup>4</sup> John Rawls, *Op. cit.*, 94



déjà sur le fait que, par exemple, qu'une vie vouée au perfectionnement de ses compétences est plus intéressante qu'une vie passée à gaspiller son potentiel. Ceci ne veut pas nécessairement dire que l'on devrait forcer les gens à exploiter leur potentiel, mais il semble que ceux qui le désirent pourraient recevoir un coup de pouce de l'État lorsque ces visés sont compatibles avec ceux des autres. D'un point de vue moral, la vie d'un individu qui ne sortirait jamais de chez lui (et donc qui n'interfèrerait jamais avec personne) a la même valeur qu'un autre qui passerait sa vie aux services des autres. D'un point de vue qualitatif, on peut toutefois soulever des doutes. Il faut maintenant se demander s'il est légitime que le neutralisme refuse d'aborder ce genre de questionnement.

Le livre de George Sher, *Beyond Neutrality*, tente d'éviter ces difficultés en proposant une critique et une alternative possibles au neutralisme. Sher se présente lui-même comme ambivalent face au libéralisme : il reconnaît l'importance des luttes pour des principes universellement applicables, mais il est déçu de voir que le recours à la raison pour régler nos problèmes collectifs semble délibérément se limiter à la forme sans jamais se prononcer sur le contenu. Si les individus, derrière le voile d'ignorance ou non, peuvent reconnaître la valeur de certains principes, pourquoi il serait impossible de faire de même pour certains modes de vie?

Il veut donc, en quelque sorte, réhabiliter le pouvoir de la raison comme moyen d'en arriver à un consensus face à une certaine conception du bien qui pourrait nous contraindre à certaines obligations morales. Il réhabilite aussi la possibilité d'une critique qualitative du discours public et du caractère des citoyens : « In public as well as private life, the operative

distinction is not between legitimate and illegitimate reasons, but rather between good and bad ones. »<sup>5</sup>

Dans son ouvrage, il vise à démontrer que les gouvernements devraient entretenir un intérêt actif par rapport à la *qualité* (et donc au contenu) de la vie de ses citoyens. Il arrive aussi à la conclusion que la plupart des biens qui ont longtemps été considérés comme fondamentaux (l'excellence, la connaissance, la qualité des relations humaines) peuvent être justifiés de manière objective et non problématique, ce qui implique une certaine forme de perfectionnisme<sup>6</sup>.

Sher veut d'abord prouver la possibilité conceptuelle du perfectionnisme avant de se prononcer sur son contenu; il croit que plusieurs s'en remettent au neutralisme *par défaut*, parce qu'ils croient qu'une défense du perfectionnisme est impossible dans le contexte libéral. Son livre a donc deux buts : démontrer la possibilité du perfectionnisme démocratique en critiquant le neutralisme (chapitres 3 à 6) et proposer une alternative crédible (chapitres 7 à 9).

Le point de vue de Sher est intéressant, non seulement parce qu'il présente une critique du neutralisme qui est exhaustive et substantielle, mais aussi parce qu'il évite les pièges de plusieurs arguments antilibéraux. Dans sa critique, il cherche à sauvegarder les gains importants qu'on a amenés la popularité du libéralisme tout en regardant si les sacrifices qu'il

---

<sup>5</sup> George Sher, *Op. cit.*, 5

<sup>6</sup> *Ibid.*, 19

entraîne ne sont pas parfois trop élevés. De la même manière, il demande si l'admission du perfectionnisme dans la sphère de légitimité des politiques publiques ne pourrait pas apporter des gains supplémentaires.

## CARACTÉRISATION DU PERFECTIONNISME

Avant d'aller plus loin, il faut toutefois préciser ce que l'on entend par perfectionnisme. Au sens politique, le perfectionnisme correspond à la défense d'une conception du bien qui est considérée comme objective : certains comportements ou certaines vertus sont considérés comme ayant une valeur intrinsèque et il est théoriquement possible d'en arriver à un consensus rationnel à ce sujet. Plutôt qu'une restriction, ce critère en est plutôt un de possibilité : il suffit d'admettre que la valeur de certains biens n'est pas conférée par les désirs ou les choix d'un individu pour être qualifié de perfectionniste.

Il faut toutefois distinguer entre l'objectivité des différentes conceptions dans ce cas. Si la valeur d'un bien lui est accordé à cause de son appréciation par un seul individu, il s'agit plutôt d'un « perfectionnisme de la règle » ; la règle qui permet de déterminer la valeur du bien est objective (e.g. « un bien a une valeur s'il est apprécié par un individu »), mais le contenu ne l'est pas nécessairement puisque la valeur qui est accordé peut varier d'un individu à l'autre. Indépendamment de ce qui lui confère de la valeur, on admet cependant la possibilité qu'un bien peut être reconnu comme ayant une valeur propre. Afin d'éliminer les confusions à ce sujet, Sher qualifie de *subjectivisme* la première approche et réserve le terme *perfectionnisme* pour la deuxième.

Il s'attarde alors à démontrer qu'une approche perfectionniste du deuxième type est possible. Dans cette perspective, démontrer la légitimité du perfectionnisme devient possible si on peut aussi démontrer qu'il existe des conceptions du bien qui ne tire pas leur valeur seulement des choix ou des désirs individuels<sup>7</sup>. Si de telles conceptions existent, c'est donc dire qu'il existe des biens dont la valeur est inhérente. En ce sens, il est légitime de croire que nous devons leur accorder une attention particulière d'un point de vue politique. Dans un contexte pluraliste, il est aussi facile de voir comment l'approche subjectiviste peut poser problème (et la critique neutraliste a beaucoup plus de poids).

D'un point de vue politique, la question devient de savoir s'il peut être légitime que l'État favorise certaines conceptions du bien. Plutôt que d'affirmer la neutralité de l'État face au pluralisme, le perfectionnisme met de l'avant une conception particulière du bien et encourage l'État à en faire la promotion. Il est possible de voir le perfectionnisme comme compatible avec le pluralisme en permettant, par exemple, qu'un idéal concernant la nature humaine soit poursuivi de plusieurs manières<sup>8</sup>. Par exemple, un idéal perfectionniste qui se concentre sur la nature humaine pourrait être que chaque individu doit développer son potentiel de manière positive. Un individu pourrait alors développer un talent artistique alors que l'autre devient un athlète ; ils poursuivent le même idéal, mais les valeurs et le chemin emprunté peuvent être complètement différents. En général, le perfectionnisme va

---

<sup>7</sup> George Sher, *Ibid.*, 11

<sup>8</sup> Steven Wall, "Perfectionism in Moral and Political Philosophy", *The Stanford Encyclopedia of Philosophy* (Spring 2007 Edition), Edward N. Zalta (ed.), <http://plato.stanford.edu/archives/spr2007/entries/perfectionism-moral/>

aussi au-delà de l'hédonisme en identifiant des biens ou des activités que l'être humains peut poursuivre même s'il ne retire pas de plaisir à le faire<sup>9</sup>.

Au niveau individuel, le perfectionnisme peut être compris autant comme un appel à se perfectionner soi-même, mais aussi à favoriser la *perfection* chez les autres (le perfectionnisme n'est pas nécessaire égoïste). Ceci ouvre donc la porte à une intervention étatique en ce sens dans un contexte démocratique (la perfection de soi peut cependant être considérée sans trop de problème comme un *impératif catégorique*, ce qui n'est pas le cas de la perfection de l'autre).

Le perfectionnisme rencontre toutefois tout de sorte de difficultés autant d'un point de vue épistémologique (qui nie la possibilité même de valeur inhérente à certains modes de vie) que moral (il ne suffit pas d'identifier un mode vie ayant une valeur inhérente pour justifier son imposition). Au même titre que le paternalisme peut être vu comme une anti-thèse de l'autonomie, le perfectionnisme est l'opposé du neutralisme puisqu'une conception individualiste du libéralisme exige l'établissement des principes de justice indépendamment d'une conception du bien particulière. Le perfectionnisme peut aussi avoir comme conséquence de limiter la portée du pluralisme en identifiant certains modes de vie comme étant sans valeur pour l'être humain (ce qui, encore-là, ne veut pas dire que l'État devrait les interdire). En somme, il faut examiner les arguments en faveur du neutralisme pour mieux identifier ces problèmes. De plus, puisque l'entreprise de Sher est avant tout critique, la

---

<sup>9</sup> Steven Wall, *Ibid.*

mise de l'avant du perfectionnisme passe par la critique du neutralisme. Afin de bien cerner la question, il faut donc s'attarder à une caractérisation du neutralisme.

## CARACTÉRISATION DU NEUTRALISME

La défense de la neutralité occupe une place de choix dans le libéralisme contemporain. À titre d'exemple, on peut citer Rawls et Dworkin, mais aussi Nozick, Nagel, Kymlicka ou Arneson. Une telle popularité fait cependant en sorte que beaucoup des présupposés du neutralisme sont aujourd'hui tenus pour acquis. La première étape d'un examen critique est donc de clarifier les définitions et l'usage des termes. Il existe aussi certaines nuances dans l'emploi que font les différents philosophes du terme neutralité. En ce sens, il est possible de formuler de trois manières différentes l'impératif de la neutralité pour l'État :

1) The state should not promote the good, either coercively or non-coercively, unless those who are subject to the state's authority consent to its doing so.

(2) The state should not aim to promote the good unless there is a societal consensus in support of its doing so.

(3) The state should not justify what it does by appealing to conceptions of the good that are subject to reasonable disagreement.<sup>10</sup>

---

<sup>10</sup> Steven Wall, *Ibid.*

Bien qu'elles soient toutes incompatibles avec le perfectionnisme, ces formulations du neutralisme n'ont cependant pas la même force de contrainte. L'examen de Sher consiste à chercher une version du neutralisme qui est suffisamment contraignante pour être intéressante, mais qui demeure toutefois réaliste dans ses ambitions. Dans sa critique, même s'il veut exploiter les ambiguïtés dues aux différentes conceptions de la neutralité, il s'attarde toutefois à rendre son dû au neutralisme en retenant la définition la plus généreuse (une définition qu'il considère ni trop stricte ni trop laxiste).

Une première distinction qu'il faut apporter à notre définition du neutralisme est que nous nous en tenons à une neutralité des justifications et non pas à la neutralité des résultats. Kymlica apporte cette distinction importante puisqu'il affirme que l'exigence de neutralité pour les politiques publiques se situe d'abord au niveau des intentions. En ce sens, le neutralisme peut aussi être vu comme une tentative de justifier les politiques à partir de principes neutres (une conception de l'efficacité de type Pareto par exemple). Il fait donc la différence entre une version *forte* du neutralisme et une version *faible*. La version forte s'attarde simplement aux effets des politiques publiques alors que la version faible s'attarde plutôt à la justification derrière ces politiques. Il affirme ensuite que l'idéal de la neutralité peut se contenter de la version faible du neutralisme.

Cette distinction se retrouve déjà chez Raz qui parle de deux principes de neutralité : la « neutralité des préoccupations politique » qui se concentre sur la neutralité des conséquences des actions de l'État et « l'exclusion des idéaux » qui affirme que bien que certaines actions de l'État peuvent encourager certains modes de vie, elles ne peuvent être

entreprises *dans le but* de favoriser une conception du bien particulière. Ce deuxième principe s'attarde donc aux justifications plutôt qu'aux conséquences des interventions étatiques. Larmore qualifiait ces deux approches de neutralité de *procédures* et neutralité de *résultats*. Kymlicka, pour sa part, appelle ces conceptions « consequential and justificatory neutrality »<sup>11</sup>.

Kymlicka défend la deuxième version de l'idéal de la neutralité qu'il perçoit comme étant la plus compatible avec la théorie de la justice chez Rawls. Il peut ainsi démontrer que le devoir de neutralité de l'État n'est pas incompatible avec le fait que certaines conceptions du bien seront inévitablement favorisées par les interventions étatiques nécessaires au maintien de l'espace de liberté (ou au maintien de certaines institutions). Ainsi, l'État peut se contenter d'une distribution égalitaire des ressources et n'a pas à se soucier du fait que certains citoyens peuvent avoir des goûts plus dispendieux (ce qui fait en sorte qu'ils seront moins heureux avec la même quantité de ressources que leur voisin avec des goûts plus modestes). Sans cette distinction, la position neutraliste serait aussi vulnérable à une critique qui affirme que la neutralité ne fait que favoriser ceux qui sont déjà privilégiés.

Les gouvernements peuvent donc soutenir des institutions qui requièrent la promotion de certaines conceptions du bien dans la mesure où le but premier d'un tel soutien est d'abord le bénéfice qu'apporte cette institution à la société (l'allocation efficiente des ressources dans le cadre du marché par exemple). L'intention de l'État n'est donc pas d'imposer une conception du bien à ses citoyens, mais plutôt de mettre en place certains

---

<sup>11</sup> Will Kymlicka, *Op. cit.*, 884



mécanismes pour favoriser la collaboration sociale. La promotion de certaines conceptions du bien dans un cadre restreint demeure acceptable puisque leurs justifications est neutre. Leurs effets sur l'autonomie des citoyens peuvent donc être considérés comme un *dommage collatéral* des bonnes intentions de l'État.

La version faible du neutralisme maintient toutefois que l'État est contraint à toujours être neutre dans ses justifications. Bien que Sher accepte que le débat se situe surtout au niveau des justifications, il n'accepte pas que certaines justifications soient considérées comme illégitimes *a priori*. Il remarque aussi que ceci a comme conséquence de transférer le débat sur les justifications présentées par un gouvernement plutôt que sur la nature des politiques; le problème est qu'il peut y avoir une multitude de justifications pour un même projet :

« For example, if a government has decided to build a new network of interstate highways, its possible justifications may include the facts that the roads will further commerce, that they will facilitate troop movements in times of emergency, and that building them will provide work for a depressed construction industry. Of these three possible reasons, which one is *the* justification of the state decision? To which one does neutralism apply? »<sup>12</sup>

Cette ambiguïté fait en sorte que l'on devrait plutôt parler des *intentions* et des *motivations* derrière un projet (alors que l'on peut présenter plusieurs justifications différentes, l'intention devrait être la première motivation derrière l'enclenchement d'un projet). Évidemment, l'évaluation des intentions pose certaines difficultés. Dans le cas d'une loi, ceci est d'autant plus problématique puisqu'elle est rarement reliée aux intentions d'une seule personne. Selon Sher, ceci demanderait que l'on remonte à l'intention derrière des lois qui sont considérées comme légitimes depuis longtemps (une tâche à la fois complexe et

---

<sup>12</sup> George Sher, *Op. cit.*, 23

inutile). Afin d'éviter les difficultés liées à l'origine des intentions visées par le neutralisme, il faut s'en remettre aux intentions du législateur (la doctrine du neutralisme devient ainsi une espèce d'éthique professionnelle, un guide normatif pour les législateurs). Sher propose donc cette définition d'une entreprise étatique neutre du point de vue des justifications:

« A law, institution, or other political arrangement is neutrally justifiable if and only if at least one possible argument for it (1) has only neutral normative premises, and (2) contains no implausible premises or obvious fallacies, and (3) provides justification of reasonable strength. »<sup>13</sup>

Bien que cette définition demeure assez abstraite en faisant appel à des concepts relatifs comme « raisonnable », elle permet de guider les actions du législateur en se référant à ses propres standards.

Ceci laisse toutefois la porte ouverte à encore plusieurs questions sur la nature et, surtout, la portée du neutralisme. Sher en identifie quatre qui touche principalement l'application du principe précédemment cité (les complications se présentent souvent dans les détails de l'application d'un principe aussi large).

Tout d'abord, on doit savoir à qui le principe de neutralité s'applique. La réponse traditionnelle est « le gouvernement ». Cependant, bien que le gouvernement, en tant qu'institution, possède son propre système de valeurs (qui peut être dominé par le neutralisme), ses actions sont surtout dirigées par les individus au pouvoir et, *a fortiori*, les

---

<sup>13</sup> George Sher, *Ibid.*, 23

citoyens d'un État démocratique. Bien que les structures soient neutres, les individus possèdent des conceptions du bien particulières et peuvent tenter par tous les moyens d'influencer les actions du gouvernement (afin qu'elles reflètent leurs convictions). Afin d'identifier les motivations du gouvernement, il semble donc qu'il faut s'attarder aux motivations de certains individus. Pour respecter le principe de neutralité, il faut qu'un minimum de celles-ci soient identifiées comme neutres.

Afin de savoir quels individus sont contraints par le neutralisme, il faut toutefois identifier à quel *niveau* ce principe s'applique. Pour Rawls, par exemple, le neutralisme est l'affaire du cadre social supérieur et s'applique seulement aux structures fondamentales de la société (la constitution, les arrangements économiques, etc.)<sup>14</sup>. Dans ce cas, la neutralité est garantie par le fait que les individus étaient derrière le voile d'ignorance lorsqu'ils sont arrivés à un consensus au sujet de ces institutions.

Il existe cependant des versions du neutralisme qui s'appliquent à des délibérations moins fondamentales comme l'application de certaines lois précises<sup>15</sup> (le législateur qui se questionne sur la neutralité d'une nouvelle loi par exemple). Dans ce cas, à quel niveau d'application le neutralisme risque-t-il d'avoir le plus de succès? La réponse à cette question dépend en grande partie de la défense principale du neutralisme que nous adoptons. Par exemple, si la défense du neutralisme est de nature épistémologique, il devrait

---

<sup>14</sup> John Rawls, *Op. cit.*, 7

<sup>15</sup> George Sher, *Op. cit.*, 32

probablement s'appliquer à *tous* les niveaux; si la défense est la protection de l'autonomie, le neutralisme s'applique seulement aux initiatives susceptibles de menacer l'autonomie<sup>16</sup>.

Comme nous l'avons vu dans le cas du paternalisme, les interférences ne se font pas nécessairement de manière directe ; en ce sens, les actions du gouvernement pourraient enfreindre le principe de neutralité de manière détournée. Nous savons aussi qu'il existe un large éventail d'outils auxquels l'État peut recourir afin d'influencer le comportement des citoyens. En ce sens, peut-on quand même parler d'interférence dans tous les cas? Alors que l'usage de la force ou de la menace sont proscrites depuis Mill, il existe encore un flou autour de l'usage de moyens détournés.

Alors que Sher se questionne sur cette éventualité, nous pouvons toutefois affirmer que la définition d'interférence (VanDeVeer) que nous avons adoptée précédemment permet d'éviter ces confusions (elle se concentre surtout sur les résultats sur les préférences et les intentions). De la même manière que la définition de VanDeVeer ne condamne pas toutes les influences à devenir des interférences, il faut que la portée du neutralisme ne soit ni trop ambitieuse (ce qui le condamnerait à l'échec), ni trop limitée (ce qui lui enlèverait sa force). L'argument de Sher est donc d'affirmer qu'une version plausible du neutralisme ne devrait pas interdire toutes les formes d'influences.

---

<sup>16</sup> George Sher, *Ibid.*, 33

Finalement, Sher s'interroge sur la définition même de « conception du bien » afin de discerner ce qui peut légitimement être digne de considération pour le neutralisme. Encore une fois, cette définition ne doit être ni trop large ni trop étroite puisqu'elle constituera le critère d'admission principal au débat public pour les prétentions (*claims*) individuelles à propos de la « vie bonne ». De plus, Sher affirme que plusieurs demandes que nous voyons comme émanant d'une conception du bien particulière sont, en vérité, reliées à des « conceptions de la justice ». Il présente trois définitions possibles afin d'admettre ou de soutenir au débat des prétentions controversées<sup>17</sup>.

Tout d'abord, une prétention peut être considérée comme une conception du bien si elle suscite de la controverse en général, ou du point de vue idéal d'une personne rationnelle (que l'avortement est un péché par exemple). On peut aussi penser qu'une prétention peut être considérée comme une conception du bien lorsque les affirmations concernent un domaine où on considère qu'il est impossible de connaître la vérité (scepticisme épistémologique). Finalement, on peut concevoir qu'une affirmation devient controversée lorsqu'elle est inacceptable du point de vue individuel (plutôt que demander si notre prétention suscite de la controverse de manière générale, on s'attarde seulement à certaines personnes spécifiques, c'est-à-dire ceux qui sont directement affectés par celle-ci).

Plusieurs difficultés subsistent toutefois et aucunes de ces définitions ne semblent satisfaire Sher. Encore une fois, il s'en remet à la justification du neutralisme afin de fournir la distinction nécessaire puisque chacune de ces définitions sont sous-tendues par une

---

<sup>17</sup> George Sher, *Ibid.*, 44

justification normative précise du neutralisme. La définition du neutralisme est donc fortement reliée à la raison pour laquelle il est mis de l'avant en premier lieu : pour définir les modalités de son application, il faut connaître les motivations derrière sa défense (ce que nous cherchons à promouvoir ou à empêcher). Il faut donc s'attarder à l'analyse normative des arguments en faveur du neutralisme afin de compléter notre tour d'horizon.

## LA DÉFENSE ET LA CRITIQUE DU NEUTRALISME

Le neutralisme prend ses racines dans une conception de la liberté comme non-interférence qui remonte certainement jusqu'à Mill. Aujourd'hui, les barrières contre les interférences sont surtout soutenues par un désir de protéger l'autonomie. Nous avons déjà vu qu'une définition rawlsienne de l'autonomie interdit l'imposition de « conceptions de la vie bonne » étrangères à l'individu. De cette volonté de ne pas imposer des valeurs externes découle aussi la justification de la neutralité axiologique de l'État. On peut donc en déduire que, dans la tradition libérale, l'exigence de neutralité naît précisément de la nécessité de respecter l'autonomie des citoyens<sup>18</sup>. Selon Sher, la question de la neutralité est directement reliée à celle de l'autonomie et de la valeur (relative ou absolue) qu'on lui accorde.

---

<sup>18</sup> Il ne s'agit pas de la seule défense possible de la neutralité de l'État, mais il s'agit d'une justification dominante dans la tradition libérale. Cf. Andrew D. Mason, "Autonomy, Liberalism and State Neutrality", *The Philosophical Quarterly*, Vol. 40, No. 161 (Oct., 1990), 433-452

Sher accorde donc le plus d'attention à l'argument qui présente le neutralisme comme seule manière de protéger l'autonomie. Ce choix semble justifié puisque nous avons déjà vu l'importance que revêt la défense de l'autonomie dans la tradition libérale. La version de l'argument à laquelle il s'attarde est celle que nous avons qualifiée de procédurale : c'est en faisant des choix autonomes que l'individu acquiert son autonomie et l'État entrave ce processus s'il fait les choix à la place de l'individu. Même si l'État n'oblige pas ses citoyens à faire certains choix, il peut quand même brimer leur autonomie en créant une *inégalité d'incitatifs* entre les différentes options.

La critique de Sher se base sur l'ambiguïté (que nous avons déjà identifiée chez les interprètes de Mill) qui subsiste entre les différents arguments des défenseurs de l'autonomie. Dans un cas, l'autonomie est surtout reconnue pour sa contribution à la vie bonne (comme moyen). Dans l'autre elle est plutôt un *impératif catégorique*, un principe qui possède une valeur en-soi et qui doit toujours être respecté. Ces deux versions résultent en deux prescriptions différentes pour l'État :

On the first reading, the argument asserts that the best way to live is freely and reflectively to shape one's own destiny, but that governments which act on specific conceptions of the good prevent their citizens from doing this. On the second, it asserts that even when the value of someone's autonomous choice would be outweighed by the disvalue of what he would wrongly or foolishly choose, the state remains obligated to leave the choice exclusively in his hands.<sup>19</sup>

Il présente donc la promotion de l'autonomie comme la défense principale du neutralisme. Il s'attarde toutefois à la défense de l'autonomie en la modulant selon deux justifications : l'appel à la *valeur* de l'autonomie (*appeal to value*) dans le premier cas et l'appel au *respect* de l'autonomie (*appeal to respect*) dans le deuxième. Encore une fois, ces arguments

---

<sup>19</sup> George Sher, *Op. cit.*, 16

s'orientent respectivement dans une perspective conséquentialiste (quels sont les conséquences de l'autonomie sur la valeur de la vie) et déontologique (quelle caractéristique de l'autonomie fait en sorte qu'elle doit être respectée dans tous les cas). Il critique aussi deux défenses supplémentaires qui se basent sur un argument pragmatique en faveur du neutralisme et, dans un deuxième temps, un argument de nature épistémologique. Conceptuellement, ces défenses correspondent généralement aux justifications présentées pour ou contre le paternalisme (autonomie comme valeur en-soi ou comme facteur du bien-être).

### **L'APPEL À LA VALEUR**

L'appel à la valeur repose sur la prémisse que l'autonomie est une valeur fondamentale pour tous les êtres humains. En vérité, comme nous l'avons vu avec Mill, elle affirme que l'autonomie contribue à la *valeur* de la vie<sup>20</sup>. Si cette contribution est fondamentale ou précède la contribution d'autres facteurs, il devient clair que la promotion de l'autonomie doit jouer un rôle primordial dans les activités de l'État.

Dans ce cas, affirmer la valeur de l'autonomie, c'est affirmer que le choix d'une option de manière autonome, peut importe sa valeur inhérente, a plus de valeur que le choix de la même option de manière non autonome. Ainsi, même si l'État pousse ses citoyens vers des options qui ont une valeur inhérente, la manière de procéder sera plus importante que la fin. Si les moyens employés empêchent la possibilité même de choisir de manière

---

<sup>20</sup> George Sher, *Ibid.*, 61



autonome, l'État causera plus de tort que de bien. C'est donc dire que la valeur de l'autonomie précède toutes les autres valeurs qui pourraient être inhérentes aux différents modes de vie accessibles aux individus.

Afin de justifier cette position, la première étape consiste à déterminer quelle caractéristique de l'autonomie lui confère son importance. Sher identifie trois caractérisations de l'autonomie qui constituent une gradation des conditions nécessaires à son respect (la dernière définition étant la plus exigeante):

1. C'est la relation (et souvent l'adéquation) entre la liberté et l'autonomie qui fait que cette dernière doit être protégée. Dans ce cas, l'autonomie se résume à la liberté explicite de faire des choix sans interférences ou coercition.
2. La liberté n'est pas un critère suffisant si la situation particulière de l'individu (conditionnement, position sociale, etc.) ne lui permet pas de faire des choix autonomes. Il faut aller plus loin que les simples choix et s'attarder à la *qualité* des motivations derrière ceux-ci. L'autonomie devient l'absence de manipulations externes des motivations.
3. Il doit y avoir un examen critique (rationnel) et systématique des fins et des motivations d'un individu pour qu'il soit considéré comme autonome. L'autonomie est le fruit de l'exercice de la raison et d'une certaine prise de distance par rapport à ses motivations.

Malgré la diversité dans les définitions de l'autonomie, Sher croit tout de même qu'il s'agit d'une notion unifiée et il propose une définition qui permet d'éviter certaines confusions et controverses. Il propose que l'on considère les choix des individus comme autonomes lorsqu'ils sont « motivated by an agent's appreciation of reasons provided by his situation »<sup>21</sup>.

Il s'en remet donc aux motivations et aux raisons qui justifient ces choix ; si l'agent les considère comme « bonnes », on peut présupposer qu'il s'agit de choix autonomes. L'évaluation se fait à partir d'une situation particulière puisque ce qui peut sembler rationnel dans un cas ne l'est pas nécessairement dans un autre : on peut considérer que, sous la menace d'une arme, il est rationnel de choisir de se départir de son portefeuille (si on calcule les risques associés au refus d'acquiescer à cette demande). Toutefois, peut-on parler d'un choix autonome dans ce cas ? Le critère devient un peu large si on considère que les individus agissent de manière rationnelle dans la plupart des situations. Selon Sher, ceci permet d'illustrer la nuance entre la liberté et l'autonomie.<sup>22</sup>

Est-ce que l'individu sous la menace d'une arme peut répondre de manière autonome ? Au sens littéral, la menace n'empêche pas l'individu de faire un choix au même titre que le conditionnement peut le faire puisqu'elle n'affecte pas sa capacité à juger ses motivations. L'individu rationnel choisira toujours de conserver la vie avant la « bourse », mais la situation dans laquelle il se trouve contraint évidemment sa liberté. Plutôt qu'une

---

<sup>21</sup> George Sher, *Ibid.*, 48

<sup>22</sup> *Ibid.*, 50

caractéristique ponctuelle des choix, l'autonomie devient une capacité qui s'apparente à la raison pratique chez Kant. Cette approche a l'avantage d'éliminer certaines controverses en mettant de l'avant une approche pratique de l'autonomie. Certaines questions essentielles au sujet de l'autonomie demeurent cependant en suspend notamment peut-on être autonome sans être libre (et vice-versa)?

Le problème est que, comme il devrait être évident maintenant, le terme autonomie est utilisé de manière très large et réfère souvent à plusieurs conceptions différentes de la liberté. Comme Gerald Dworkin le fait remarquer, l'autonomie « is used sometimes as identical with freedom of the will. It is equated with dignity, integrity, individuality, independence, responsibility, and self-knowledge. »<sup>23</sup> Ceci s'ajoute au fait que l'autonomie est souvent définie par les associée qualités qui lui sont associées : *self-assertion, critical reflection, freedom from obligation, absence of external causation, knowledge of one's interests*<sup>24</sup>. Le concept touche à la fois aux croyances, aux *raisons pour agir*, à la volonté des autres ou aux principes externes. Finalement, le seul consensus qui semble émerger est que l'autonomie est une qualité désirable pour tous les individus.

Dans ce contexte, quelle version du concept de l'autonomie il faut privilégier pour mener à bien notre critique du paternalisme tout en évitant les écueils du neutralisme? Est-il possible d'avoir une conception de l'autonomie qui se démarque de l'usage courant que nous faisons du terme et qui a une utilité théorique? Les nombreux liens entre les différentes intuitions

---

<sup>23</sup> Gerald Dworkin, *Op. cit.*, 6

<sup>24</sup> *idem*

philosophiques et les différentes justifications normatives qui sont reliées à l'autonomie font en sorte qu'il est difficile de faire une analyse exhaustive ou de produire une définition générale qui encadrerait tous les usages du terme. En ce sens, Dworkin veut mettre de l'avant une « théorie » de l'autonomie plutôt qu'une simple définition. Une telle théorie permettra d'utiliser le concept d'autonomie de manière fructueuse; de voir le rôle qu'elle peut jouer dans les justifications normatives et de comprendre comment elle peut de la valeur lorsqu'elle est associée à un énoncé ou un mode de vie.

Dworkin s'interroge d'abord sur la relation entre la liberté et l'autonomie. Évidemment ces deux notions sont reliées. Cependant, il faut aussi tenir compte du fait que certaines personnes peuvent souhaiter certaines formes d'interférences et se placer volontairement dans une situation où leur liberté est limitée (religion, armée, etc.)<sup>25</sup>. Ainsi, même si la liberté effective est limitée, on peut encore considérer que l'individu est autonome puisqu'il s'est lui-même placé dans cette situation, en toute connaissance de cause. Ainsi un choix autonome peut mener à une restriction de la liberté. En ce sens, la définition de l'autonomie doit aussi tenir compte, non seulement de l'interférence, mais de sa perception par l'individu. Ceci est une conséquence directe de la capacité des individus de réfléchir au second degré au sujet de leurs désirs et leurs motivations; cette capacité de réflexion critique fait en sorte que l'on peut accepter certaines interférences tout en conservant notre autonomie.

---

<sup>25</sup> Gerald Dworkin, *Ibid.*, 18

Autrement, les approches proposées font écho à notre définition de l'interférence ; plus simplement, un choix doit échapper à toutes formes d'interférences pour être autonome. L'ajout du critère de l'examen systématique fait cependant en sorte que des choix qui pourraient paraître, en apparence, non autonomes peuvent acquérir une légitimité par l'exercice de la raison. Par exemple, il est possible que l'on considère qu'un individu a choisi sa profession à cause de la pression sociale ou familiale. Dans cette perspective, il est cependant possible d'adopter la même profession que ses parents de manière autonome après avoir conduit un examen de ses motivations (considérer les alternatives, examiner la profession sous un nouvel angle, etc.) et conclure que les raisons qui nous ont amenées à faire ce choix sont satisfaisantes<sup>26</sup>.

Le fait qu'un individu choisisse une action attache une valeur à celle-ci ; l'autonomie d'une action dépend des raisons qui la motivent. L'autonomie accorde ainsi une valeur par extension – en étant rattachée aux choix légitimement justifiées aux yeux des individus (ce que nous avons appelé l'autonomie procédurale). Les motivations problématiques deviennent ceux qui résistent à l'examen rationnel (celles qui sont inconscientes ou celles qui obscurcissent notre jugement).

Inversement, un individu autonome est un individu qui a la capacité de répondre à des raisons pour motiver ses actions. Ceci fait en sorte que la plupart des formes d'interférences sont discréditées à la base : un individu qui subit une influence illégitime est handicapé dans

---

<sup>26</sup> William E. Connolly, *The Terms of Political Discourse*, 150-51 in Sher, p. 47

sa capacité de reconnaître les raisons qui motivent réellement ses actions. On comprend alors que la nécessité de l'examen critique sert aussi à garantir qu'aucunes raisons ne seront négligées (laissées de côté, sous-estimées, etc.).

Dworkin en arrive à une conclusion semblable puisqu'il définit l'autonomie comme :

« a second-order capacity of persons to reflect critically upon their first-order preferences, desires, wishes, and so forth and the capacity to accept or attempt to change these in light of higher-order preferences and values. By exercising such a capacity, persons define their nature, give meaning and coherence to their lives, and take responsibility for the kind of person they are. »<sup>27</sup>

Cette vision, qu'il appelle indépendance procédurale, permet de réconcilier les obligations sociales avec le désir de protéger l'autonomie.

Ceci s'oppose à une vision substantielle de l'autonomie qui s'attarde au contenu et non seulement à l'évaluation faite par les individus. Une vision plus anarchiste, par exemple pourrait affirmer qu'une personne autonome est une personne dont les choix sont entièrement autonomes (c'est-à-dire libre de toutes influences externes). Ces définitions présentent évidemment des difficultés pratiques (il évacue non seulement la possibilité de la religion, mais aussi toute forme d'autorité légitime). En ce sens, ces conceptions ne peuvent accepter que l'individu confie son pouvoir de décision à une entité externe : un individu qui, volontairement, laisse quelqu'un d'autre décider à sa place ne peut être

---

<sup>27</sup> Gerald Dworkin, *Op. cit.*, 20

considérer comme autonome. Si l'autonomie exige l'indépendance complète du jugement, que faire alors de la considération non-égoïste des autres dans notre processus de décision? Dans ce cas, Dworkin rejette une telle conception de l'autonomie puisqu'elle est en conflit avec d'autres valeurs considérées comme importantes (comme l'engagement ou la loyauté)<sup>28</sup>.

Cet argument se base sur le fait qu'il est pratiquement impossible de n'accepter aucunes restrictions de la liberté et qu'il est souvent très difficile de déterminer l'origine de nos choix (et ainsi de déterminer s'ils sont libres d'interférences ou non). Puisque les relations sociales exercent toujours une pression (visible ou invisible) sur nos choix, on ne peut simplement affirmer que les choix autonomes sont ceux qui ne subissent pas la pression sociale.

De la même manière, puisque les interactions sociales se font souvent sous le thème de la promesse ou de l'engagement, il doit être possible de volontairement limiter sa liberté en entrant dans « contrat » qui, par définition, limite nos possibilités futures. Par exemple, si je m'engage avec une seule femme, je limite mon champ d'action (je limite ma liberté), mais de manière autonome. Dans ce cas, cet engagement contribue même à la valeur de l'autonomie puisqu'il est fait de manière autonome : « What is valuable about autonomy is that the commitments and promises a person makes be ones he views as his as part of the person he wants to be, so that he defines himself via those commitments. »<sup>29</sup> Cette conception est toutefois plus faible puisqu'elle permet certaines exceptions où il est possible de ne pas nécessairement décider pour soi-même. Ceci ne nie pas l'importance

---

<sup>28</sup> Gerald Dworkin, *Ibid.*, 23

<sup>29</sup> Gerald Dworkin, *Ibid.*, 26

conceptuelle et normative de l'autonomie (Dworkin considère aussi que c'est une capacité qui nous définit comme agent), mais change toutefois les conséquences politiques et les justifications du neutralisme.

De l'aveu même de Sher, le problème avec une telle conception est qu'elle présuppose l'existence de raisons objectives qui peuvent soutenir et motiver les décisions individuelles (des choix qui ne sont pas de nature morale et pour lesquels il existe une valeur inhérente). Ceci est en harmonie avec le perfectionnisme, mais posera évidemment problème pour ceux qui croient qu'il n'existe pas de valeurs objectives pour motiver les actions (morales ou non). Ceci ne discrédite pas l'approche basée sur les raisons, mais la limite au niveau subjectif (les préférences et les désirs des agents plutôt que des valeurs objectives).

Sher croit cependant que sa définition est la seule qui peut donner de la crédibilité à la défense du neutralisme basée sur la valeur de l'autonomie. Ainsi, une fois que l'on a établie les conditions pour déterminer si les choix sont autonomes, on peut s'attarder au cœur de l'argument sur la valeur. Malgré que l'on puisse reconnaître la valeur de l'autonomie, Sher considère qu'il est logiquement impossible de considérer que l'autonomie est la *seule* valeur à considérer ; dans ce cas, il n'est pas suffisant d'affirmer la valeur de l'autonomie pour justifier que le gouvernement tranche toujours en sa faveur lorsque sa promotion entre en conflit avec d'autres valeurs qui sont aussi reconnues comme fondamentales par la population.



Au niveau individuel, l'autonomie est certainement une valeur chérie par plusieurs. Cependant, si on veut être conséquent avec la justification pluraliste, il faut admettre que certains pourraient privilégier, par exemple, l'obédience à une autorité divine. Au niveau sociétal, on pourrait aussi vouloir favoriser des valeurs comme l'altruisme ou la participation citoyenne (dans une perspective plus républicaine). Pour défendre le neutralisme dans ce cas, il ne suffit pas de démontrer la valeur de l'autonomie, il faut aussi démontrer sa supériorité et justifier la position privilégiée qu'on lui accorde.

La question devient alors de savoir si les conséquences de la promotion d'autres valeurs par le gouvernement pourraient être plus positives que la promotion de l'autonomie (et ce avant même de s'attarder au contenu ou à l'existence même de ces valeurs objectives nécessaire au perfectionnisme). Si tel est le cas, la mise de l'avant de l'autonomie perd de sa légitimité lorsqu'elle est faite au détriment de ces valeurs. La démarche de Sher consiste ici à montrer certaines méthodes de promotion du bien n'entrent pas nécessairement en conflit avec l'autonomie. Il devient donc possible que la promotion de certaines valeurs n'entre pas nécessairement en conflit avec le respect de l'autonomie :

« if all political arrangements do nonrationally shape preferences and provide incentives, a government will not *further* diminish autonomy simply by producing these effects intentionally. It will only further diminish autonomy if it shapes preferences or provides incentives in ways that undermine responsiveness to reasons [...] »<sup>30</sup>.

---

<sup>30</sup>George Sher, *Op. cit.*, 67

Même si, originellement, les préférences des individus peuvent être influencés de manière non rationnelle par le gouvernement (par la pub, la promotion de certaines habitudes de vie, etc., mais aussi parce que la *disponibilité* de certains modes de vie dépend directement de l'intervention gouvernementale), ceci n'empêche pas que les individus peuvent développer une préférence rationnelle pour ces modes de vie *a posteriori*. Dans ce cas, ces influences gouvernementales acquièrent leur légitimité à cause de cette préférence, même si celle-ci n'est pas nécessairement la source première d'un choix. L'individu perçoit la valeur (les *bonnes raisons*) relié à un tel mode de vie de l'intérieur, seulement après l'avoir vécu.

Dans le même ordre d'idées, en empêchant les gens de devenir accroc à la drogue, on leur permet d'expérimenter ce qu'est une vie libre de la drogue (on élargit l'éventail de choix en leur permettant de reconnaître la valeur d'une telle vie). Dans ce cas, le gouvernement présente une alternative intéressante à laquelle l'individu n'aurait peut-être pas été exposé sans son intervention. Même si, à la base, les motivations derrière le choix peuvent entrer en conflit avec l'autonomie, ce conflit peut être révoqué à long terme. On peut alors présupposer que plutôt que de rechercher la neutralité absolue, le gouvernement aurait intérêt à favoriser l'esprit critique s'il veut faire la promotion de l'autonomie.

Si l'argumentation de Sher nous convainc, on doit concéder que, d'une part, la mise de l'avant de l'autonomie requiert une justification plus approfondie et, de l'autre, qu'il est possible de préserver la valeur de l'autonomie tout en faisant la promotion d'autres valeurs parallèlement.

## **L'APPEL AU RESPECT**

L'argument de l'appel au respect de l'autonomie est certainement celui qui a le plus de poids dans le libéralisme contemporain. Plutôt que de présenter l'autonomie comme une valeur qu'il faut poursuivre, cette approche la présente plutôt comme une contrainte dans la poursuite d'autres valeurs. Cet argument couvre cependant un large éventail de justifications qui ne suivent pas nécessairement la même ligne directrice. Dans ce contexte, il faut encore une fois favoriser l'approche qui offrira les meilleures fondations pour le neutralisme.

Dans le contexte de la présentation du neutralisme comme une contrainte, sa justification va de pair avec celle de l'autonomie et repose sur les mêmes prémisses d'origine kantienne : l'individu est un être rationnel dont la destinée repose sur sa capacité à agir selon « ses propres maximes ». Les actions qui diminuent ou entravent cette faculté doivent être proscrites. Le corollaire est l'interdiction des actions du gouvernement qui visent à faire la promotion d'une conception du bien particulière.

Selon Sher, la prohibition que cette condition impose aux gouvernements amène des problèmes importants. Principalement, il accepte mal qu'une telle contrainte soit considérée comme un absolu et qu'il soit impossible d'analyser ses coûts et ses bénéfices de la poursuite de la vie bonne. Ceci fait en sorte que les justifications qui donneraient du poids à la promotion du bien dans d'autres contextes se retrouvent sans poids véritable : « It is

not that they are outweighed or overridden, but that from the beginning they must be put altogether out of play »<sup>31</sup>

Une première approche pour justifier cette contrainte passe par une reformulation des arguments traditionnels kantiens (par rapport aux limites morales qui doivent toujours contraindre nos actions, même si le résultat visé est positif); Sher considère cependant que la défense de l'autonomie ne tombe pas dans une catégorie semblable. Il en est ainsi puisqu'il affirme que, par ses efforts pour faire la promotion du bien, le gouvernement ne sacrifie pas l'intérêt d'un individu au nom du bien-être collectif : il vise plutôt l'avancement de l'intérêt de tous les individus<sup>32</sup>. Il affirme donc que l'idée que l'individu ne peut être traité simplement comme un moyen n'a pas de poids véritable dans ce cas.

L'autonomie occupe évidemment une place centrale dans la théorie de Rawls. Cette conception de l'autonomie est étroitement reliée à l'individualité morale des individus (la liberté est la condition et l'expression de cette individualité). En débutant par *A theory of justice*, Sher tente de retracer le parcours de Rawls jusqu'à l'imposition du neutralisme. Puisque c'est le *voile d'ignorance* qui isole l'individu de sa propre conception du bien, la justification de son imposition fournira aussi la justification pour exclure les conceptions du bien particulières des délibérations aux sujets des principes de justice<sup>33</sup>.

---

<sup>31</sup>George Sher, *Ibid.*, 73

<sup>32</sup>*Ibid.*, 74

<sup>33</sup>*Ibid.*, 79

Une première avenue est d'affirmer que les effets de la loterie naturelle se font aussi sentir lorsqu'il est question des conceptions du bien propre à chacun. Cet argument repose donc sur la prémisse que les désirs des individus, au delà des biens primaires, sont essentiellement le produit des contingences sociales et génétiques. Ceci est toutefois incompatible avec l'importance que l'on accorde à la capacité rationnelle des agents à modifier et évaluer leurs propres conceptions du bien; l'importance que l'on accorde à l'autonomie est justement reliée à notre capacité rationnelle à dépasser, dans une certaine mesure, la contingence de nos croyances. Sher affirme donc que l'origine de nos croyances ne peut pas justifier leur exclusion des délibérations au sujet de la justice<sup>34</sup>.

Il en va de même pour l'argument rawlsien qui veut que les conceptions du bien sont externes à l'individu et que, en ce sens, elles ne peuvent être placées derrière le voile d'ignorance. Cet argument repose sur le fait que ce sont les choix que nous faisons qui définissent notre identité (le bien ne peut être défini indépendamment des individus), mais aussi que, ontologiquement, l'individu précède toujours ses buts. Dans ce cas : « it is not our aims that primarily reveal our nature but rather the principles that we would acknowledge to govern the background conditions under which these aims are to be formed and the manner in which they are to be pursued. »<sup>35</sup>

Le problème persistant est que les principes que Rawls mentionnent semblent jouer un double rôle : ils définissent l'identité de l'individu, mais sont aussi les conditions qui

---

<sup>34</sup> George Sher, *Ibid.*, 80

<sup>35</sup> Rawls, *Op. cit.*, 560

contraignent l'élaboration des buts du même individu. Il y a donc apparence de circularité si les mêmes principes conditionnent un choix et que l'individu se définit en les choisissant (les principes conditionnent leur propre choix). L'utilité du voile d'ignorance est précisément que ces principes seraient choisis dans une position où l'individu est à l'abri des choix qui le définissent individuellement; ils ne peuvent donc pas servir à limiter le choix de ces mêmes principes<sup>36</sup>.

La justification pragmatique du voile d'ignorance demeure toutefois pertinente; il est facile de voir que des individus qui connaîtraient tous les détails de leurs conceptions du bien auraient de la difficulté à atteindre un consensus sur les principes fondamentaux qui doivent définir le contrat social. Toutefois, la solution proposée par Sher est plutôt d'élargir le bassin de connaissance disponible aux individus derrière le voile (enfin qu'ils puissent tenir compte de certaines conceptions du bien dans leurs délibérations).

### **L'ARGUMENT PRAGMATIQUE**

Si on laisse de côté temporairement la question de l'autonomie, il est tout de même possible de critiquer le perfectionnisme dans son application (et, par extension, de justifier le maintien du neutralisme). Dans ce cas, il s'agit de montrer que le neutralisme est la seule avenue possible pour l'établissement du contrat social et le maintien de la coopération. Du point de vue de la justice comme équité, le fait que l'État prenne position en faveur de certaines conceptions imposerait un fardeau trop grand à ceux qui ne partagent pas cette

---

<sup>36</sup> George Sher, *Op. cit.*, 81

conception (ils devraient fournir un effort plus grand que ceux dont la conception est supportée par l'État). Derrière le voile d'ignorance, les agents ne savent pas quelle conception du bien serait la leur et favoriseraient donc une structure institutionnelle neutre. D'un point de vue contractualiste, la neutralité devient une condition nécessaire à la coopération sociale « libre et éclairée ».

Dans une perspective semblable, le neutralisme est un devoir du gouvernement, non seulement parce qu'il est le dépositaire de l'usage légitime de la force, mais aussi parce qu'il doit assurer l'harmonie d'une société pluraliste. Sher envisage donc la neutralité comme une forme de protection contre les abus du gouvernement. Ceux-ci peuvent être dus autant à l'incompétence des gouvernants qu'à la complexité des problèmes en place. Il présente trois catégories de dérives qui pourraient menacer le citoyen lorsque l'État s'éloigne de l'idéal de la neutralité : oppression (à cause du grand pouvoir remis entre les mains de l'État), l'instabilité (à cause de la diversité des conceptions du bien due au pluralisme) et l'erreur (à cause de l'incertitude par rapport à la supériorité des conceptions du bien endossées par l'État). La question devient donc de savoir si le neutralisme est le meilleur moyen de prévenir ce genre de dérives de la part de l'État (p. 108). Bien que Sher reconnaisse l'importance des dangers associés à la promotion de certaines conceptions du bien, il considère que la neutralité n'est pas la meilleure manière de protéger les citoyens contre ceux-ci.

Tout d'abord, en ce qui concerne la menace d'oppression, la neutralité n'élimine pas nécessairement cette possibilité, mais elle en réduit la probabilité en excluant certaines

justifications (vertu, religion, etc.) du débat public<sup>37</sup>. Historiquement, la neutralité n'a cependant pas toujours été l'outil favorisé par les penseurs libéraux puisque la séparation des pouvoirs et les autres arrangements constitutionnels qui garantissent les droits fondamentaux sont aussi une manière de prévenir les abus de l'État. Aux yeux de Sher, cette protection légale est suffisante pour protéger les citoyens et la neutralité étatique serait superficielle dans ce cas. Ainsi, « as long as governments recognize and enforce a suitable complement of rights, they can try to promote the good without raising the specter of oppression. »<sup>38</sup>

On pourrait toutefois être porté à croire que l'obtention de droits libéraux impose la neutralité d'elle-même (que les droits ne sont que l'incarnation légale du neutralisme puisqu'ils interdisent principalement des interventions dont la justification est *non-neutre*<sup>39</sup>). Sher nie cette adéquation en plusieurs étapes. Tout d'abord, il remarque que les interdictions de certaines interventions imposées par les droits et le neutralisme sont de natures différentes. Alors que le neutralisme d'intentions (tel que défini précédemment) interdit les interventions faites *en vertu* d'une conception du bien particulière, les droits fondamentaux ne permettent pas d'exceptions ; le neutralisme interdit certains actes en fonction de leur justification, les droits interdisent certains actes, peu importe le contexte.<sup>40</sup>

---

<sup>37</sup> George Sher, *Ibid.*, 109

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 110

<sup>39</sup> *Ibid.*, 111

<sup>40</sup> *Ibid.*, 115



Il présente ensuite des exemples de politiques perfectionnistes qui subsistent malgré la force de la protection légale offerte aux citoyens des pays comme les États-Unis. Il voit la coexistence de politiques perfectionnistes avec les droits fondamentaux comme la preuve que ceux-ci offre une protection suffisante contre l'oppression (le débat se transpose alors sur la qualité de la protection offerte aujourd'hui – et aussi sur l'évolution de nos libertés au cours des dernières années). Si on est convaincu de l'efficacité de la protection garantie par les droits et le système légal (et si on est satisfait de l'évolution et de l'état actuel des libertés civiles), alors on peut conclure que la protection offerte par le neutralisme est superflue.

Si la crainte d'oppression est partiellement écartée, nous devons encore examiner la question de l'instabilité et du désordre social. Principalement basé sur les confrontations que provoque nécessairement le pluralisme, cet argument est invoqué pour présenter le neutralisme comme protection contre la descente vers l'état de nature. Encore une fois, Sher considère que l'état de droit est une barrière efficace contre ce genre de dérives (les droits empêchent que les divergences d'opinion se transforment en conflits violents). Le danger est plutôt que certains tentent d'utiliser le monopole de la force que possède le gouvernement pour imposer leur conception du bien aux autres. Ceci peut vite devenir une escalade de luttes et de mobilisations de la part des différents lobbys. Dans ce cas, un examen critique de l'histoire récente est aussi invoqué. Sher conclue que, malgré l'absence fréquente de neutralité dans les politiques publiques, nos sociétés profitent d'une grande stabilité.

La conclusion que nous pouvons tirer est que, si nous évoluons dans un contexte où les politiques paternalistes (et les moyens employés par les visées perfectionnistes) sont examinées et jugées sévèrement, le gouvernement doit encore imposer des pénalités sévères si on exerce une pression illégitime sur un individu. Une fois de plus, l'attention doit être transférée sur les moyens utilisés pour faire la promotion du bien puisque seulement une partie de ceux-ci sont susceptible de provoquer des conflits.

Quant est-il alors de la dernière considération pragmatique proposé par Sher, le risque d'erreur? Il est évident que, malgré les mécanismes de balancier en place, les dirigeants peuvent commettre des erreurs importante, surtout lorsqu'ils cherchent à faire la promotion d'une conception du bien. La solution neutraliste devient donc d'éviter ces erreurs en proscrivant les interventions de ce type (ceci rappelle certainement les arguments de Mill présentés plus tôt). Pour Sher, le risque d'erreur ne justifie cependant pas que le gouvernement s'abstienne d'intervenir en faveur d'une conception du bien : c'est un risque acceptable lorsque l'on considère ce que pourrait advenir en l'absence d'intervention.

La prémisse est que la faillibilité du gouvernement se reflète aussi au niveau individuel et qu'en cas de neutralité, d'autres forces viendront influencer les décisions (le risque d'erreur est encore présent); si la conception du bien n'est pas déterminée par l'État, rien ne garantit qu'elle sera déterminée par une source plus fiable<sup>41</sup>. Lorsque l'on risque d'empirer les choses, ne rien faire n'est pas nécessairement la meilleure solution ; il faut plutôt faire

---

<sup>41</sup> George Sher, *Ibid.*, 129

preuve d'une prudence accrue. Le défi des neutralistes est donc de montrer pourquoi l'État serait prédisposé à l'erreur dans ce cas particulier.

Les arguments que Sher présente en ce sens sont essentiellement ceux de Mill dans *On Liberty* : le gouvernement est mal placé pour connaître les préférences individuelles de tous les citoyens, il est difficile de mesurer le succès lorsqu'on tente d'améliorer le bien-être des individus (et d'ainsi tenir les politiciens responsables de leurs échecs) et, finalement, il est possible qu'en limitant la diversité des options disponible, le gouvernement élimine des modes de vie qui pourraient se révéler désirables dans le futur.

Sher reconnaît la force des arguments de Mill, mais il ne croit pas qu'ils conduisent nécessairement au neutralisme. Encore une fois, il souligne que les arguments de Mill sont surtout des mises en garde qui mettent en lumière la nécessité de scruter avec attention les politiques basées sur une conception particulière du bien (et d'interdire seulement les interventions qui sont reconnues comme inacceptables). Bien que cette possibilité soit considérée comme non crédible par Mill, Sher est persuadé qu'elle n'est pas moins réaliste que les exigences du neutralisme et, qu'en ce sens, elle mérite considération. En ce sens, autant cette avenue que le neutralisme est préservée et il faut s'en remettre à d'autres arguments pour trancher le débat entre les deux.

Au final, la neutralité de l'État n'est cependant pas justifiée par la nécessité de protéger les citoyens des abus qui peuvent découler des politiques perfectionnistes. Ces dérives sont

parfois exagéré, mais dans d'autres cas, le neutralisme est une solution trop coûteuse (en terme de sacrifice) ou tout simplement mal adaptée. Les dangers associés à la justification perfectionniste de certaines politiques sont bien réels; mais ils ne justifient pas que l'on sacrifie des « bénéfices importants » que pourrait amener la promotion du bien. Dans une perspective libérale (comme dans celle de Sher), la meilleure protection pour le citoyen demeure « an array of protections that leave ample room for a nonneutral politics. »<sup>42</sup>

### L'ARGUMENT ÉPISTÉMOLOGIQUE

L'argument épistémologique est un argument sceptique qui se rapporte à la possibilité même de connaître la nature du bien. Encore une fois, Sher entend démontrer que les arguments neutralistes échouent lorsqu'ils se basent sur l'absence de points de référence moraux indépendants. Il conclue toutefois sur une note positive en s'interrogeant sur ce que pourrait être la nature du bien dans une perspective perfectionniste.

Bien qu'il puisse avoir des conséquences importantes pour la philosophie morale, le débat se situe principalement au niveau de la philosophie de la connaissance. Il faut noter que cet argument n'est pas présenté par les penseurs libéraux que nous avons déjà invoqué comme Rawls et Dworkin. Il s'agit d'un argument essentiellement anti-réaliste (voir même nihiliste) qui vise à montrer que, comme le dit Ackerman, « [there is] no moral meaning hidden in the bowels of the universe. »<sup>43</sup>

---

<sup>42</sup> George Sher, *Ibid.*, 139

<sup>43</sup> Bruce Ackerman, *Social justice in the liberal state*, p. 369 in Sher, p. 141

Il s'agit toutefois d'une route difficile puisque, principalement, on ne peut s'appuyer sur des principes indépendants; s'il agit d'une position véritablement sceptique, il faut partir du degré zéro de la moralité. Si on présuppose qu'on ne désire pas nier la possibilité même de l'existence des faits moraux, il faut alors présenter une théorie alternative (comme le constructionnisme social ou une théorie cohérentiste de la connaissance par exemple). En ce sens, Sher considère que la position sceptique demande des sacrifices trop importants puisqu'elle mine la possibilité même de l'argument neutraliste (puisque'il s'agit du position normative qui dicte ce que l'État *ne devrait pas faire*).

Il est toutefois possible de limiter la portée de l'argument sceptique en le limitant au cadre des conceptions du bien (plutôt qu'à toutes les affirmations de nature normative). Ceci attache une valeur particulière au *bien* et affirme que, par sa nature même, il est plus difficile à connaître (il s'agit donc d'un *scepticisme sélectif*... si une telle chose est possible). Ceux qui avancent cette affirmation ne présentent cependant pas la même hésitation dans le cas de principes reconnus comme universels : Larmore, par exemple, accepte que l'on considère la nature des inégalités économiques dans nos structures politiques même si plusieurs controverses persistent à ce sujet<sup>44</sup>. Il y a donc deux classes d'affirmations, ce qui permet à Sher de contester l'exception faite dans le cas des conceptions du bien.

---

<sup>44</sup> George Sher, *Op. cit.*, 144

Plus précisément, la théorie de la connaissance qu'il désire mettre de l'avant ne fait pas de distinctions entre la justification des conceptions du bien et du juste (entre les principes et les conceptions du bien). Cette théorie est essentiellement cohérentiste et affirme qu'il n'y a pas de croyances qui sont épistologiquement privilégiées<sup>45</sup>. En ce sens, l'évaluation des croyances se fait au niveau de la compatibilité avec les autres croyances de l'individu. Même si Sher affirme que cette vision est largement acceptée et qu'elle offre plusieurs avantages, un examen plus approfondie des théories de la connaissance serait nécessaire avant de pouvoir se prononcer sur la justesse de sa position (Sher ne présente pas un tel examen). Il faut donc se concentrer sur les aspects de la théorie qui l'intéresse et laisser les débats épistémologiques à d'autres.

Par rapport à ce que nous avons déjà affirmé en lien avec la nature de l'autonomie procédurale, la théorie cohérentiste a l'avantage de présenter le processus d'acquisition de nouvelles connaissances comme l'examen systématique et continu de leur cohérence avec les croyances déjà acquises (qui peuvent elles-mêmes être remise en question à leur tour). Dans le cas des croyances normatives, Sher accepte toutefois que l'on ne se réfère pas seulement à l'ensemble de nos croyances présentes ; ces croyances demandent un champ plus large qui dépasse le cadre normatif ; elles requièrent autant l'examen des arguments philosophiques que des « faits de la psychologie ». Ceci fait en sorte que nous ne sommes pas coincés dans un cercle où une croyance normative doit nécessairement reposer sur une autre croyance normative.

---

<sup>45</sup> George Sher, *Ibid.*, 145

Si l'argument sceptique ne semble pas limiter la possibilité de justifier des croyances au sujet du bien, le véritable défi est plutôt de défendre, ou de choisir, une telle conception (substantive). Pour Sher, la meilleure preuve demeure de mettre de l'avant une défense convaincante d'une justification de ce type (sur quoi nous reviendrons dans le chapitre suivant). Avant de proposer une telle conception, il apporte toutefois certaines précisions par rapport à *l'origine* (ce qui confère) de la valeur aux prétentions sur le bien. En se faisant, il cherche à se distancer de la position qu'il avait identifiée comme subjectiviste plus tôt :

Subjectivist theories trace the noninstrumental value of any individual's activities, traits, and relationships entirely to his own actual or possible mental states. They identify the good life exclusively with the life that the agent would want, choose, or enjoy under actual or (more) ideal conditions. By contrast, all perfectionist theories take at least some activities, traits, or forms of Relationship to be non instrumentally valuable for reasons independent of the agent's actual or potential mental states.<sup>46</sup>

## LES LIMITES DE LA NEUTRALITÉ

Avant de passer à un examen plus positif de la question du perfectionnisme, il faut toutefois terminer notre critique du neutralisme. Au-delà des problèmes déjà identifiés, il existe aussi d'autres limites à l'application de la neutralité étatique. Par définition, un État qui voudrait être neutre ne peut se permettre de dévier de cet idéal. La neutralité se présente ici comme un *impératif catégorique* ; comme on ne peut permettre que certaines personnes échappent à la loi, on ne peut permettre que la neutralité de l'État soit remise en cause ou sacrifier pour satisfaire les demandes de certains groupes.

---

<sup>46</sup> George Sher, *Ibid.*, 154

Même si d'une part comme de l'autre, on vise le bien-être de l'individu, il y a divergence sur les moyens à employer; à savoir si la promotion de l'autonomie est le meilleur moyen d'améliorer le bien-être des individus ou si d'autres moyens, qui risquent d'entrer en conflit avec l'autonomie, doivent être employés. Il ne s'agit pas de minimiser l'importance de l'autonomie, mais plutôt de voir s'il est possible de concilier sa défense avec la promotion d'une certaine conception du bien. La difficulté principale demeure toutefois le fait que la neutralité ne peut s'imposer d'elle-même :

That is, if autonomy is to serve the conceptual role of marking the limits of perfectionist social policy and paternalism, it should not contain conditions that allow the imposition of a particular value conception — one valorizing certain notions of individual freedom for example — into the lives of otherwise competent, authentic adults.<sup>47</sup>

Nous devons aussi concéder que le maintien des structures qui garantissent cette neutralité requiert une participation active de l'État; la neutralité ne naît pas de l'état de nature et doit être garantie par un effort constant. Ceci implique nécessairement un sacrifice de la part de l'État et, par extension, de ses citoyens. Pour les défenseurs de la neutralité, ceci résume cependant l'ensemble des devoirs de l'État<sup>48</sup>.

Sher cite, par exemple, les valeurs internes nécessaires au bon fonctionnement d'une institution comme la police (discipline, courage, respect de l'autorité, etc.)<sup>49</sup>. On pourrait aussi affirmer qu'une institution comme l'entreprise privée requiert la promotion de certaines valeurs comme la compétitivité pour que l'économie de marché accomplisse sa

---

<sup>47</sup> Steven Wall, *Op. cit.*

<sup>48</sup> George Sher, *Op. cit.*, 2

<sup>49</sup> *Ibid.*, 4



tâche d'allocation des ressources. La mise en place de lois antitrust et de chiens de garde des marchés correspond à la contribution de l'État dans ce domaine. Selon Sher, les différents exemples où l'État doit mettre de l'avant certaines conceptions du bien afin d'assurer le bon fonctionnement des institutions nécessaires au maintien de l'idéal de la neutralité mine la portée du neutralisme à la base.

À la lumière de toutes ces objections au neutralisme, nous devons maintenant nous tourner vers une alternative et examiner la possibilité d'introduire le perfectionnisme dans l'évaluation des politiques publiques.

## LA PROMOTION DU BIEN

La première étape de l'argumentation de Sher est de tracer un lien entre la gouvernance et la promotion du bien, c'est-à-dire de percevoir que le gouvernement a un rôle actif à jouer dans la promotion du bien-être de ses citoyens. En combinant, à la fois la vigilance libérale contre les excès et des efforts pour faire la promotion du bien, Sher croit qu'il est possible d'offrir la meilleure promesse de bien-être pour tous les citoyens<sup>1</sup>. Sa critique a certainement identifié certaines faiblesses d'un neutralisme, mais elle doit aussi justifier la possibilité du perfectionnisme. Dans notre perspective, la question qu'il faut se poser est : est-il possible de faire la promotion d'une conception particulière du bien tout en protégeant l'autonomie et en accordant une valeur importante à la liberté individuelle? La prise de position substantive de Sher n'est qu'un exemple d'une démarche qui ouvre la porte à un examen nouveau du perfectionnisme.

## LE PERFECTIONNISME DE SHER

Pour conclure sa défense du perfectionnisme – qui passe par une critique du neutralisme – le défi de Sher consiste à identifier certaine caractérisation du bien qui pourrait être universalisable. Pour ce faire, il ne s'attarde pas à certains biens comme la santé ou la satisfaction des biens physiologiques puisque leur désirabilité semble non controversée. Il faut plutôt passer au niveau supérieur et tenter de prouver la valeur inhérente de certaines activités précises que l'on pourrait considérer comme non-essentielle à la survie; dans une perspective perfectionniste, c'est la valeur objective de ces activités qu'il faut démontrer.

---

<sup>1</sup> George Sher, *Op. cit.*, 4

Pour ce faire, Sher entend présenter une théorie qui est à la fois pluraliste et *monoïste* : « pluralistic in the sense that it attaches value to a number of irreducibly different activities, traits, and types of relationship, but monoistic in that it traces the value of each to a single source. »<sup>2</sup> Il présente plusieurs listes (qui comportent différentes activités que les auteurs considèrent comme presque unanimement reconnues comme bonnes) et retient celle proposée par Parfit : « the good things might include moral goodness, rational activity, the development of one's abilities, having children and being a good parent, knowledge, and the awareness of true beauty. »<sup>3</sup> Il cherche ensuite à voir comment une telle liste peut être défendue, c'est-à-dire comment la légitimité de chaque item de cette liste peut être rattaché à un « unifying account on independent grounds. »<sup>4</sup>

En fonction de la position épistémologique présentée plus tôt, l'examen (et la défense) de ces valeurs se base sur la cohérence de celles-ci avec les autres faits disponibles. Une telle conception est toutefois holiste, en ce sens qu'elle nécessite une justification en cohérence à la fois avec les faits normatifs et non-normatifs. On peut donc faire appel à un ensemble de faits concernant le monde et voir comment ils s'accordent avec la position que l'on avance. Le premier argument de Sher en ce sens est que certaines capacités humaines sont fondamentales et que, dans ce cas, c'est leur lien avec certaines activités qui accorde leur accorde de la valeur (les activités qui vont de pair avec l'exercice de ces capacités).

---

<sup>2</sup> George Sher, *Ibid.*, 199

<sup>3</sup> Derek Parfit, *Reasons and Persons*, appendix I, p. 499 in Sher, p. 201

<sup>4</sup> George Sher, *Op. cit.*, 199

Pour éviter la circularité de l'argument, ceci implique toutefois que l'on définisse ce qu'on entend par « fondamentale » - selon un critère indépendant et suffisamment justifié. Sher avance deux propositions pour satisfaire cette condition : une capacité est fondamentale lorsque (1) elle est possédée par virtuellement tous les êtres humains et (2) il est pratiquement impossible de s'empêcher de l'exercer (ne serait-ce que de manière intermittente et à la suite de grands efforts). Ainsi, selon cette conception, une capacité fondamentale est à la fois quasi-universelle et quasi-inévitable. L'argument prend donc la forme de : « virtually all persons find it virtually impossible to avoid pursuing X, so X is good in itself »<sup>5</sup>

Ceci ne veut cependant pas dire que tous mène une vie bonne par l'exercice de ces capacités *par défaut* (puisque notre définition attribue ces capacités à tous de manière presque inévitable, il est difficile de distinguer ce qui a de la valeur ou non). Sher précise toutefois que ces capacités n'ont pas de valeur en-soi, mais doivent plutôt être conçue comme téléologiques. En ce sens, elles sont dirigées vers un but précis, mais son atteinte n'est pas automatique : « Despite our best efforts, we can and often fail to achieve them. » Dans ce cas, « what has inherent value is not the mere exercise of a fundamental capacity, but rather its *successful* exercise as measured by the achievement of its defining goal. »<sup>6</sup>

Si on accepte cette précision, il faut ensuite préciser quels sont ces buts et, en conséquence, quelles sont les capacités qui y sont rattachées. On peut donc retourner à la liste de Parfit

---

<sup>5</sup> George Sher, *Ibid.*, 202

<sup>6</sup> *Idem*

pour voir comment ses propositions peuvent cadrer dans ce schéma argumentatif. La connaissance – ou l'exercice de la raison en vue d'acquérir des connaissances – semble être une capacité qui cadre parfaitement dans ce modèle: il s'agit de quelque chose que nous semblons faire de manière spontanée, que ce soit lorsque nous lisons le journal ou nous spéculons sur le monde qui nous entoure. De plus, cet exercice semble se faire de manière presque involontaire. En ce sens, Sher considère qu'il serait surprenant que la recherche de connaissances n'est pas une valeur inhérente. Ceci ne signifie pas que toutes les connaissances ont la même valeur : Sher précise que la recherche de *raisons* plutôt que de simple *faits* est probablement plus intéressante. Encore une fois, la justification est que nous sommes *naturellement* poussé à chercher la relation entre les faits, à établir les liens qui poussent la connaissance à un niveau supérieur.

Le même raisonnement peut s'appliquer à la rationalité pratique qui cherche à discerner et à sous peser les raisons qui nous poussent à agir: on désire mieux comprendre le monde pour mieux interagir avec lui. Une séquence typique consiste à identifier différents plans d'action, interroger les différentes raisons en faveur ou contre chaque plans, choisir le plan supporter par les plus fortes raisons, établir la meilleure façon (instrumentale) de mener le plan à bien et finalement accomplir ce que nous avons choisi<sup>7</sup>. Toute cette activité semble recouper ce que Parfit appel *rational activity*. Ce qui semble inévitable dans ce cas c'est que, peu importe la nature des raisons invoquées, nous semblons contraint à agir selon la raison qui semble avoir la plus grande force à nos yeux (ce qui est la nature même de la rationalité pratique).

---

<sup>7</sup> George Sher, *Ibid.*, 204

En ce qui concerne un autre item de la liste de Parfit (avoir des enfants et être un bon parent), Sher veut d'abord élargir la question et étend cette capacité autant aux relations d'amitiés qu'au partage de l'intimité avec un(e) partenaire. Dans ce cas, la justification est moins évidente puisqu'il est possible d'envisager qu'une personne se prive de liens sociaux (ou se limite aux liens superficiels requis par les interactions sociales quotidiennes). De plus, même si nous pouvons affirmer que nous sommes spontanément poussé vers les relations sociale, ceci m'est pas suffisant pour justifier leur valeur puisque certaines relations peuvent être décrites comme sans valeur (les relations de manipulation, d'exploitation, etc.)<sup>8</sup>.

Il faut donc raffiner notre conception afin de bien identifier le but qui accorde de la valeur aux relations sociales. Pour ce faire, on doit référer à la composante sociale de l'identité qui dépend de la participation de l'autre : « To regard ourselves as persons in the full sense, we must recognize others as recognizing us as rational and affective agents with a perspective of our own. »<sup>9</sup> Les relations qui ont de la valeur sont donc celles qui contribuent à cette reconnaissance mutuelle; la recherche de reconnaissance est inévitable, mais elle peut échouer pour toute sorte de raison allant du manque d'attention à une erreur concernant les croyances de l'autre.

Si la connaissance, l'activité rationnelle et les relations interpersonnelles peuvent être identifiés comme des capacités humaines fondamentales, quant est-il des autres items sur la liste de Parfit? L'appréciation de la vraie beauté, le développement de ses habilités

---

<sup>8</sup> George Sher, *Ibid.*, 206

<sup>9</sup> *idem*

personnelles et la rectitude (*goodness*) morale ne semblent pas aussi *inévitables* que les trois premières activités identifiées. De plus, il est facile de trouver des contre-exemples de personnes qui font précisément le contraire. Sher doit donc adopter une autre avenue s'il veut accorder le même poids à ces trois dernières capacités.

Il croit toutefois que plusieurs buts peuvent être reliés à la même capacité fondamentale : même s'ils n'existent pas d'autres capacités qui peuvent être identifiées comme directement fondamentale, ils peuvent être liées à des buts déjà identifiés. Dans le cas du développement de ses habiletés, la valeur est plutôt instrumentale : le but est de développer certaines habiletés précises qui peuvent ensuite servir à atteindre des buts identifiés comme fondamentaux. Par exemple, l'atteinte de relations sociales fructueuses dépend du développement de certaines habiletés qui ne sont pas nécessairement innées. En ce sens, l'acquisition de ces habiletés n'est pas inévitable ou désirable en elle-même, mais il y a une contrainte instrumentale qui fait en sorte que l'atteinte de nos buts fondamentaux passe par l'acquisition de ces habiletés : « when developing an ability would greatly increase our chances of achieving fundamental goals, the goal of developing it is a direct consequence of our fundamental goals. »<sup>10</sup> Dans ce cas, le développement de ces habiletés acquiert un statut comparable à celui de nos buts fondamentaux.

La même chose ne peut être dite des deux derniers items sur la liste de Parfit : le perfectionnement moral et l'appréciation de la beauté n'ont pas de lien direct avec nos buts fondamentaux et ne peuvent s'imposer d'eux-mêmes comme une faculté inévitable de

---

<sup>10</sup> George Sher, *Ibid.*, 208

l'être humain. Il faut donc emprunter une troisième voix. Sher propose de remonter au point de départ de la délibération pratique, soit la prise de décision concernant la voix à emprunter. Dans ce cas, il semble que les raisons morales jouissent d'un statut particulier puisqu'elles parviennent souvent à prendre le dessus sur les raisons d'un autre type. Même si l'agent est réceptif à tout type de raison, il se doit d'accorder une importance aux raisons morales si celles-ci ont plus de poids. Si la fonction de la rationalité est, telle que nous l'avons définie, de prendre des décisions en fonction des raisons ayant le plus de poids, l'agent peut prendre de *meilleures* décisions en portant une attention particulière aux raisons morales<sup>11</sup>. *A fortiori*, on peut affirmer que l'agent qui agit selon des raisons morales possède probablement le trait de caractère que nous avons nommé la rectitude morale.

Sher termine son examen par l'appréciation de la vraie beauté. À ce sujet, il se demande si peut établir une parallèle entre le poids des raisons morales et celui des considérations esthétiques (« Might aesthetic reasons, too, be so weighty that not responding to them means failing to achieve a fundamental goal? »<sup>12</sup>). L'argument n'a pas le même poids dans ce cas puisque les raisons esthétiques sont à la fois plus difficile à identifier et moins *universalisables*. Sher affirme toutefois que l'argument tient la route si on est capable de faire la différence entre la valeur contenu dans les œuvres d'art et la valeur qu'elle ajoute à la vie de l'agent. Dans ce cas, la valeur de l'appréciation esthétique peut reposer, précisément, sur le fait qu'elle apporte une valeur supplémentaire à la vie.

---

<sup>11</sup> George Sher, *Ibid.*, 209

<sup>12</sup> *Ibid.*, 211



Sher se dit satisfait de la défense proposée pour les six éléments de la liste de Parfit. De plus, puisqu'il évolue dans une perspective cohérentiste, la défense de chaque partie permet de renforcer l'ensemble et une défense indépendante du schéma argumentatif permettra d'augmenter la crédibilité de chacun des items qu'il justifie. Sher entend présenter une telle défense, mais il veut aussi voir s'il serait possible d'ajouter des items à cette liste (à partir de propositions politiques réelles).

Le premier effort dans ce sens concerne la *décence* et le *bon goût*. Il s'agit d'un argument potentiellement controversé puisqu'il concerne la *grossièreté* (*coarseness*) de la culture populaire. Selon Sher, le fait d'être constamment exposé à de la culture de piètre qualité (qui réfère au plus petit dénominateur commun) fait en sorte de diminuer l'éventail de raisons auxquelles nous sommes capable de répondre. En ce sens, la vulgarité de la culture nous *désensibilise* et affecte notre capacité à discerner la subtilité des raisons qui nous motivent<sup>13</sup>. Les considérations auxquelles nous sommes désensibilisés sont importantes puisqu'elles sont reliées à l'atteinte des buts fondamentaux. Les effets délétères du mauvais goût affecte donc notre capacité à atteindre ces buts. Pour ce qui est des actes individuels considérés comme indécents (nudité en public, etc.), l'argumentation suit la même ligne puisque Sher établit le lien entre la vie privée (*privacy*) et la valeur fondamentale des relations interpersonnelles (établir une relation de valeur consiste à partager une partie de sa vie privée).

---

<sup>13</sup> George Sher, *Ibid.*, 213

Sher termine ensuite sa présentation de son argument perfectionniste en revenant à une défense de son argument initial (« virtually all persons find it virtually impossible to avoid pursuing X, so X is good in itself »<sup>14</sup>). Il veut examiner différentes possibilités pour voir si sa proposition tient toujours la route. Il commence d'abord par présenter les différents axes qu'une telle justification pourrait emprunter : *objective* ou *subjective* (la source de la valeur se situe à l'intérieur ou à l'extérieur de l'individu impliqué) et *téléologique* ou *non téléologique* (elle est orientée ou non vers un but). La combinaison de ces deux axes épuise toutes les possibilités pour une telle théorie : (1) théories subjectives et non téléologiques, (2) théories objectives non téléologiques, (3) théories subjectives téléologiques et (4) théories objectives téléologiques.

Dans le premier cas, on réfère surtout à des théories de type hédoniste : la valeur des choses dépend du plaisir qu'elles procurent à l'individu. Cette appréciation de la valeur dépend uniquement de l'expérience subjective qu'elle procure et cette expérience a une valeur en-soi. Sher rejette toutefois cette possibilité sur la base de l'argument célèbre de Nozick qui affirme qu'une vie menée de la sorte pourrait se résumer à être rattaché à une machine qui produit les *sensations* agréables<sup>15</sup>. En ce sens, il serait impossible de distinguer la valeur réelle d'une vie en référence à ses accomplissements.

Dans le deuxième cas, il faut identifier une propriété non téléologique qui ne dépend pas de notre expérience individuelle (c'est-à-dire qui réside non pas dans l'expérience que nous

---

<sup>14</sup> George Sher, *Ibid.*, p. 202

<sup>15</sup> Robert Nozick, *Anarchy, State, and Utopia*, 42-45 in Sher, *Op. cit.*, p. 220

avons des choses qui ont de la valeur, mais dans les choses elles-mêmes). Il faut ensuite identifier l'explication (ou le trait commun) qui fait en sorte que toutes ces activités ont de la valeur. Sher identifie une proposition de Hurka en ce sens : ces activités font partie de la nature humaine essentielle d'une personne<sup>16</sup>. Le développement de la nature humaine a donc une valeur en-soi et le perfectionnisme passe par le développement de cette nature. Sher considère toutefois que cette prémisse est trop exigeante. Si on revient à l'argument présenté plus tôt en faveur des capacités fondamentales, on se rappelle qu'elles doivent être téléologiques afin de guider les actions. Autrement, une théorie qui ne fait qu'énoncer que nous devons perfectionner notre nature humaine (sans nécessairement indiquer de direction) aura peu d'utilité pratique. Puisque nous sommes tous déjà *essentiellement* humain, il est difficile de voir comment le développement de certaines capacités que nous possédons déjà nous rendrait *plus* humain.

Sher se tourne ensuite vers les théories téléologiques. Leur avantage principal est la poursuite d'un but implique nécessairement une mesure de succès en elle-même<sup>17</sup>. En ce sens, ils sont d'une utilité plus grande pour la rationalité pratique. Il passe peu de temps sur la version subjective de cette théorie puisque les difficultés qu'elle soulève ont déjà été abordées dans un chapitre précédent : bien qu'une telle théorie soit utile pour comparer certaines activités entre eux, ils ne permettent pas nécessairement de déterminer *quelles* sont les activités qui ont de la valeur du point de vue subjectif (c'est-à-dire qui satisfont des désirs ou des choix raisonnables) puisque le processus n'est pas accessible de l'extérieur.

---

<sup>16</sup> Thomas Hurka, *Perfectionism*, 32 in Sher, p. 220

<sup>17</sup> George Sher, *Op. cit.*, 224

Ceci fait en sorte que : « an individual's desires and choices are not the fundamental determinants of how well he lives. »<sup>18</sup>

Sher termine donc son argument en se concentrant sur la catégorie qui offre le plus grand potentiel à ses yeux: les théories téléologiques objectives. L'emploi d'une telle théorie signifie que le succès (*goodness*) de notre vie dépend de l'atteinte de buts objectifs « that are embedded, not in the attitudes or choices of specific individuals, but – somehow – in reality itself »<sup>19</sup>. Sher examine donc trois sources possibles pour extraire ces buts objectifs: (1) notre nature essentielle, (2) l'évolution et (3) les systèmes homéostatiques.

Sher ne se satisfait cependant pas des trois propositions examinées<sup>20</sup>. Il réintroduit donc sa proposition initiale afin de prouver qu'elle est plus satisfaisante. Le reste de la discussion est consacré à l'analyse sa proposition selon le critère de la *distance* et de la *profondeur* (les deux éléments qui permettent de juger les buts mis de l'avant)<sup>21</sup>. La profondeur réfère au fait qu'un but doit appartenir à une personne de manière à ce qu'il y est une relation assez forte pour que l'atteinte de ce but ait une influence pertinente sur la vie de cet individu.

---

<sup>18</sup> George Sher, *Ibid.*, 225

<sup>19</sup> *Idem*

<sup>20</sup> La première vision indique que la source de nos buts (notre *telos*) est en nous-mêmes. Elle correspond à la vision aristotélécienne du développement des vertus qui affirme que certains buts sont ancrés dans notre nature même et sont essentiels en ce sens. Cette conception repose cependant sur une cosmologie et une ontologie essentialiste et pose des problèmes métaphysiques évidents. Si on désire poursuivre dans cette voie, il faut fournir une justification alternative à l'aspect téléologique de la théorie (ce qui, selon Sher, n'a pas encore été accompli de manière satisfaisante). Dans le deuxième cas, on s'en remet à l'évolution (la sélection naturelle), qui peut être perçu comme un processus téléologique visant à favoriser certains traits facilitant la survie. Bien que ce but soit objectif au sens où nous l'entendons, il ne semble pas fournir un étalon utile pour mesurer le succès d'une vie d'un point de vue morale (puisque les biens contenus dans une liste comme celle présentée plus tôt ne semblent pas contribuer directement au but premier de l'évolution). Le troisième cas demanderait une discussion plus longue qui dépasse les limites de ce travail.

<sup>21</sup> George Sher, *Ibid.*, 234

D'un autre côté, une *distance* suffisante doit être maintenue en ce but et l'individu afin de permettre à celui-ci de conserver une perspective critique sur sa vie. Selon Sher, les critères proposés (*near-universal, near-inescapable*) satisfont ces deux conditions.

Il n'est cependant pas nécessaire d'aller plus loin pour prêter suffisamment de sérieux à la proposition perfectionniste de Sher. En la mettant de l'avant, il affirme faire ce qu'il appelle « the smallest philosophically acceptable departure from subjectivism »<sup>22</sup>, c'est-à-dire éviter les pièges du subjectivisme et ceux d'un objectivisme *désincarné*. La proposition permet aussi de préserver les bénéfices de l'essentialisme téléologique tout en évitant ses excès métaphysiques.<sup>23</sup> De plus, il met de l'avant cette proposition après l'avoir soumise à un examen rigoureux et avoir examiné plusieurs alternatives. Le sacrifice premier demeure celui du neutralisme. Il s'agit toutefois d'une proposition qui demeure ambitieuse et qui couvre plusieurs types de perfectionnisme. Elle laisse ainsi la porte ouverte à certains questionnements.

## LES LIMITES DU PERFECTIONNISME

Nous avons déjà vu que le neutralisme était présenté comme une antithèse du perfectionnisme et nous avons aussi vu que la justification principale derrière ce neutralisme était la protection de l'autonomie. En ce sens, c'est la protection de l'autonomie qui vient en conflit avec le perfectionnisme.

---

<sup>22</sup> George Sher, *Ibid.*, 239

<sup>23</sup> George Sher, *Ibid.*, 242

Selon Wall, le « harm principle » peut revenir ici servir de barrière aux visées perfectionnistes : il se questionne donc à savoir si le « harm principle » est un principe nécessairement anti-perfectionniste<sup>24</sup>. De toute évidence, il est possible de faire la promotion du bien de manière non coercitive (par des subventions par exemple). Ceci laisse déjà beaucoup d'espace pour des politiques perfectionnistes. Les choses se compliquent cependant pour les conceptions du perfectionnisme qui accepte que certaines politiques soient implantées de manière coercitive.

Encore une fois, la conception de l'autonomie que nous adoptons influencera notre tolérance au perfectionnisme. Comme nous l'avons vue, une conception de l'autonomie héritée de Mill peut faire de l'autonomie une composante centrale du bien-être et de la vie bonne. Dans ce cas, il est possible de voir la doctrine de Mill comme un « perfectionnisme libéral » : le *harm principle* sert d'abord à encadrer des politiques perfectionnistes qui peuvent même inclure la promotion de l'autonomie.

Au-delà des problèmes d'interférences avec la liberté individuelle, il existe aussi d'autres problèmes que nous pouvons soulever par rapport au perfectionnisme ou à la critique du neutralisme effectué par Sher.

---

<sup>24</sup> Steven Wall, *Op. cit.*

## CRITIQUE DE SHER

Tout d'abord, on peut se demander si la critique de la neutralité élimine complètement la possibilité du neutralisme. Pour certain, on peut tenir compte des critiques de Sher et maintenir la neutralité comme un idéal à poursuivre, ne serait-ce que sous certaines conditions<sup>25</sup>. Dans ce cas, l'argument de Pendlebury se concentre sur l'emploi qui est fait de la distinction de Kymlicka entre neutralité de justifications et neutralité d'effets. Il affirme que si on échoue à justifier un état neutre du point de vue des effets, on devra aussi échouer à justifier l'état neutre du point de vue des justifications.

Selon lui, cet échec est dû à un manque de clarté dans la définition de ce qu'on entend par une justification neutre (autant dans l'usage libéral en général que dans celui fait par Sher). Cette usage se contente d'exclure seulement les prémisses qui sont controversés en fonction de plus d'une conception du bien différente, ce qui ne tient pas compte du fait que l'absence de controverse ne garantit pas la neutralité (une prémisses peut être neutre du point de vue d'une conception du bien, mais en *favoriser* une autre). Il propose donc une définition alternative : « an action or instrument of the state is to be counted as justification neutral if and only if it has at least one adequate justification that is equally acceptable from the perspectives of all competing conceptions of the good. »<sup>26</sup>

---

<sup>25</sup> Michael Pendlebury, "In Defense of Moderate Neutrality", *Journal of Social Philosophy*, Vol. 33 No 3, Fall 2002, 360

<sup>26</sup> Michael Pendlebury, *Ibid.*, 363

Cette nouvelle définition fait en sorte que certaines politiques qui pouvaient être considérées comme neutre jusqu'à présent (la croissance économique, l'égalité, etc.) ne peuvent plus l'être (puisque certaines conceptions du bien sont hostile à ces buts)<sup>27</sup>. Pendlebury s'attarde ensuite à démontrer que, dans certains cas, il est très difficile de séparer la neutralité des effets et de la justification. Parfois, la distinction entre les deux tient à peu de choses (un manque de connaissance des effets par exemple); dans ce cas on peut croire qu'une politique est neutre, mais on ne pourrait maintenir la politique de manière neutre lorsque l'on prendrait connaissance de ses effets délétères pour certaines conceptions du bien. Ainsi, l'existence d'une considération neutre en faveur d'une politique n'est pas suffisante pour qualifier sa justification de neutre. De la même manière, une mesure qui n'est pas neutre du point de vue des effets le sera rarement du point de vue de la justification.

Par un chemin différent, Pendlebury arrive donc à une conclusion semblable à celle de Sher : la neutralité de l'État est *pratiquement* impossible. Il propose toutefois de maintenir l'idéal de la neutralité pour en faire un guide digne de poursuite, ce qu'il nomme le *neutralisme modéré*. Si la critique du paternalisme ne mène pas nécessairement au neutralisme, on peut aussi affirmer que la critique du neutralisme n'entraîne pas nécessairement le perfectionnisme. Il désire maintenir la possibilité du neutralisme puisqu'il demeure convaincu que l'égalité de traitement et l'impartialité du gouvernement nécessite une forme de neutralité. Il qualifie ce neutralisme de modéré puisqu'il n'en fait pas un absolu : c'est un élément important, mais il peut être supplanté par d'autres raisons dans

---

<sup>27</sup> Michael Pendlebury, *Ibid.*, 363. Il est toutefois possible d'échapper à cette difficulté si on s'en tient à des conceptions *raisonnables* du bien.



certains cas. C'est donc dans cette perspective qu'il se livre à une critique de l'argument de Sher contre le neutralisme.

Puisque les arguments de Sher visent surtout à démontrer que le neutralisme *strict* demande un sacrifice trop grand par rapport à la promotion du bien, Pendlebury affirme qu'il ne s'applique pas dans le cas du neutralisme *modéré*; il reconnaît la force des arguments, mais affirme que, si on tient compte de ces sacrifices, la protection de l'autonomie demeure dans l'intérêt des citoyens et qu'une certaine neutralité est un bon moyen pour arriver à ce but<sup>28</sup>. Aux yeux de Pendlebury, la critique de Sher identifie certainement les difficultés du neutralisme, mais ne le discrédite pas complètement. En ce sens, la critique d'une version trop stricte de la défense de l'autonomie par le neutralisme ne doit pas faire en sorte que l'on doit l'éliminer complètement; on doit plutôt tenir compte de la critique en plaçant l'autonomie sur le même pied que d'autres idéals et identifier les situations où elle peut être sacrifiée. Même s'il accepte les principales critiques de Sher, Pendlebury croit qu'elles laissent aussi la place à sa version du neutralisme puisque Sher ne nie pas nécessairement tous les avantages du neutralisme (et, en ce sens, qu'il peut être désirable dans certains cas).

Un des avantages de ce neutralisme modéré est de faire en sorte que, précisément, il entrera en conflit avec les initiatives qui ne sont pas neutres. Ceci ne signifie pas que le neutralisme aura toujours le dessus, mais plutôt ceux qui avancent ces propositions devront porter le fardeau de la preuve « to show that it does not unreasonably violate the principles

---

<sup>28</sup> Michael Pendlebury, *Ibid.*, 367

of impartiality, equality, and consent; that it does not undermine personal autonomy [...] and that is broadly consistent with reasonable beliefs about the nature of the good »<sup>29</sup>.

Ainsi, le neutralisme assure une certaine vigilance en relation avec la protection de l'égalité et de l'autonomie.

Si on ouvre la porte aux justifications de type perfectionnistes, ce type de protection semble plus que nécessaire. Bien que, comme le craignait Sher, elles peuvent limiter les raisons disponibles dans la délibération démocratique, elles peuvent aussi assurer la légitimité de ce débat en assurant un cadre acceptable pour tous. On pourrait aussi inférer qu'un tel principe aurait une fonction pratique utile pour le législateur qui désire respecter des principes tels que l'autonomie ou l'impartialité. La démonstration de l'échec pratique du neutralisme ne le discrédite pas nécessairement comme idéal. La nuance à apporter concerne surtout la manière dont l'état va poursuivre cet idéal et la priorité qu'il va lui donner.

Pendlebury affirme même que la plupart des penseurs libéraux, tel que Larmore, défendent en fait une version modérée du neutralisme puisqu'il accepte certains compromis (*tradeoffs*) entre la neutralité et d'autres principes libéraux comme l'égalité. La même chose peut être dite de la notion du *raisonnable* dans une perspective libérale puisque plusieurs acceptent une exception au neutralisme qui fait en sorte que l'on ne tient pas compte des conceptions *irraisonnables* du bien. C'est probablement ici que l'argument de Sher est le plus sensible à

---

<sup>29</sup> Michael Pendlebury, *Ibid.*, 368

l'accusation de simplification de la position neutraliste puisqu'il ne tient pas nécessairement compte de toutes les subtilités d'une telle position.

C'est aussi la position de Weinstock lorsqu'il critique une autre perspective perfectionniste (celle de Hurka)<sup>30</sup> : « My view is that the most persuasive defenders of liberal neutrality have never intended the state to be neutral about all questions of value [...] »<sup>31</sup> Dans ce cas, le neutralisme s'applique seulement aux prétentions les plus controversées, soit celles qu'il est impossible de hiérarchiser (même dans une perspective perfectionniste) ou qui sont peu susceptibles de faire consensus. L'argument original de Sher contre le neutralisme est ainsi inversé : le perfectionnisme implique un fardeau trop important et le neutralisme contient déjà la possibilité de faire la promotion de certains biens. Il s'agit d'une manière intéressante de *sauvegarder* l'engagement envers la neutralité (et les bénéfices qu'il implique).

Weinstock vise ici à recadrer le libéralisme en affirmant qu'il n'exige pas que tous puisse poursuivre leur propre conception du bien sans interférences, mais plutôt que l'état mette en place un ensemble de conditions justes qui permet ce genre de poursuite. Ces conditions sont justes selon deux axes : elles doivent d'abord interdire les conceptions qui causent du tort aux autres (*harm principle*) et elles doivent faire reposer le coût de la poursuite sur

---

<sup>30</sup> Il faut toutefois noter que la critique du perfectionnisme ne s'applique pas nécessairement à celui de Sher puisqu'il le prend soin de se distancer de Hurka de la même manière qu'il se distance de « l'objectivisme non téléologique ». C'est plutôt les précisions par rapport à la nature de la neutralité qui sont pertinentes ici.

<sup>31</sup> Daniel M. Weinstock, "Neutralizing Perfection : Hurka on Liberal Neutrality", *Dialogue* XXXVIII (1999), 46

l'individu même plutôt que sur l'ensemble de la société<sup>32</sup>. Comme Weinstock l'affirme, le concept de *raison publique* est l'outil qui permet d'encadrer la portée des différentes conceptions du bien. Le neutralisme ne requiert pas l'exclusion de toutes les valeurs du processus de justification, mais plutôt celles « to which adherents of reasonable comprehensive conceptions might have reason to object. »<sup>33</sup> Dans ce cadre, certaines valeurs substantives peuvent être acceptées par le critère de la raison publique si elles peuvent être partagées par différentes conceptions du bien.

Dans cette perspective, il est possible de croire que le perfectionnisme n'est pas la seule justification possible pour les initiatives qui peuvent être considérées comme non neutres. Weinstock propose trois conditions qui permettent d'invoquer des valeurs substantives sans violer le principe de la neutralité<sup>34</sup>. D'abord, il est possible de faire la promotion de valeurs lorsque celles-ci n'entrent pas en conflit avec aucune conception du bien. Deuxièmement, l'État peut encourager la réalisation de valeurs dont l'existence est présupposée par toutes les conceptions du bien, c'est-à-dire qui sont nécessaires pour la réalisation de toutes les conceptions du bien. Finalement, certains faits empiriques peuvent justifier l'encouragement de certaines activités de manière non coercitive (on peut encourager une activité s'il est possible de prouver de manière empirique qu'elle contribue à la qualité de la vie). En ce sens, certaines politiques que nous avons identifiées comme paternalistes peuvent passer le test de la neutralité lorsqu'elles satisfont l'une de ces conditions.

---

<sup>32</sup> Daniel M. Weinstock, *Ibid.*, 54

<sup>33</sup> *Ibid.*, 55

<sup>34</sup> *idem*

Pour en finir avec le neutralisme modéré, quelles seraient, dans ce cas, les exceptions permises qui pourrait rendre le neutralisme plus attrayant aux yeux de Sher? Selon Pendlebury, ceci passe par l'examen de la relation entre l'autonomie et le neutralisme puisque l'exception principale qu'il identifie au neutralisme passe par la défense de l'autonomie : s'il y a conflit entre la protection de la neutralité et la protection de l'autonomie, l'autonomie doit toujours l'emporter. Le gouvernement peut ainsi mettre de l'avant des politiques non neutres dans la mesure où celles-ci cherchent à faire la promotion de l'autonomie. De la même manière, il est possible de s'éloigner de la neutralité (face à des conceptions du bien non raisonnables) afin de protéger l'autonomie. En ce sens, la position de Pendlebury semble accorder encore plus d'importance à l'autonomie.

Avant de conclure, il faut faire un bref retour sur le perfectionnisme de Sher afin de noter certaines faiblesses. Comme il l'avait prédit, son argument est plus sensible à la critique lorsqu'il avance une proposition perfectionniste réelle. À ce niveau, sa position devient sensible à toutes sortes d'attaques qui ont plus à voir avec le processus politique réel que la justesse de son cadre théorique. Avec raison, une proposition qui met de l'avant le perfectionnisme ne peut se permettre d'être trop abstraite ou de ne pas tenir compte des conséquences politiques autant au premier degré qu'au niveau de la perception des politiques publiques.

À mes yeux, la critique qui a le plus de poids est cependant que les initiatives perfectionnistes sont vouées à l'échec par leur nature même. Puisque le perfectionnisme vise à améliorer la condition des individus, il semble qu'il perdrait sa justification première si

on peut prouver qu'il échoue à cette tâche dans la plupart des cas. Du point de vue des politiques publiques, les écueils et les opportunités d'échec sont souvent plus importants que les chances de succès. Certains arguments s'attardent d'ailleurs à démontrer comment les entreprises paternalistes échouent souvent à cause de leur mépris des connaissances locales non formalisées<sup>35</sup>. Il est important de noter que ceci n'est pas nécessairement dû à l'incompétence des gouvernements; certains biens, par leur nature même, se prêtent mal à la promotion étatique (on verrait mal, par exemple, le gouvernement tenter d'aider les gens à se sortir du célibat...). Ces critiques soulèvent toutefois un point important qui peut apporter une condition intéressante pour ceux qui veulent implanter le perfectionnisme dans un contexte libéral : la *endorsement constraint*. Ceci se traduit par la nécessité d'un support préalable des citoyens envers les valeurs qui sont mises de l'avant.

Dans ce cas, l'argument des défenseurs du neutralisme est donc de dire que la neutralité est la meilleure manière d'assurer le plus grand bien-être des individus. Dans ce cas, l'impératif de respecter l'autonomie devient aussi un argument conséquentialiste. Ces critiques, qui s'attardent surtout aux moyens et aux conséquences des politiques perfectionnistes, n'écartent pas la possibilité d'une conception objective du bien. La question devient plutôt de savoir comment il est possible de conduire des politiques perfectionnistes de la manière la plus légitime et la plus efficace possible.

Une autre remarque intéressante est de noter que la théorie proposée explique seulement comment on peut accorder de la valeur à certaines choses; elle n'explique pas comment on

---

<sup>35</sup> Cf. James C. Scott, *Seeing like a state* (New Haven: Yale University Press, 1998)

peut considérer que certaines choses ont une valeur négative. Or, plusieurs perfectionnistes visent surtout à justifier l'interdiction de certains comportements présentés comme *dégradants*. En ce sens, la théorie de la valeur de Sher (ou tout type de position téléologique) peut servir de base argumentative pour justifier l'interdiction de certains comportements seulement de manière indirecte<sup>36</sup>.

Au final, Sher présente toutefois un aperçu convaincant d'une conception du bien qui pourrait justifier l'intervention gouvernementale. Ceci ne veut pas dire que les interventions en ce sens justifient le paternalisme ou que la fin peut justifier les moyens; certaines capacités fondamentales, particulièrement la conception de l'autonomie procédurale que nous avons avancée, doivent encore être protégées. Compte tenu de tous les arguments en faveur de la valeur de l'autonomie, il est surprenant de voir qu'elle n'est pas incluse dans la liste de Parfit (une justification semblable à celle présentée pour les habiletés semble adéquate). Finalement, il est important de noter que l'identification de certains buts fondamentaux ne constitue pas nécessairement une conclusion pour la philosophie politique, mais plutôt un point de départ : il faut encore s'interroger sur la distribution, sur les moyens et les limites dans la promotion de ces buts de même que sur la hiérarchisation de ces différents buts.

---

<sup>36</sup> George Sher, *Op. cit.*, 243

## CONCLUSION

Est-ce que le rejet ou la critique du paternalisme nous condamne au paradigme de la neutralité ? La proposition de Sher a au moins démontré qu'une alternative était possible, mais elle démontre aussi la difficulté d'une telle entreprise. Sa critique du neutralisme a l'avantage d'identifier les faiblesses et les ambivalences reliées à la question de la neutralité. Il faut toutefois noter que la neutralité n'est pas vraiment un principe, mais plutôt une politique qui permet d'atteindre un autre but, notamment la protection de l'autonomie. En ce sens, elle est la continuation de la critique du paternalisme. On peut s'en débarrasser si on fournit une critique (alternative) du paternalisme qui offre une protection suffisante de l'autonomie.

La définition de l'autonomie présentée par Dworkin permet de faire un pas dans ce sens en précisant la valeur de l'autonomie. Ce repositionnement permet non seulement de sauvegarder la défense de l'autonomie comme valeur primaire pour l'individu et la démocratie, mais ouvre aussi la porte à une vision plus perfectionniste. Nous avons ainsi une *nouvelle* définition de l'autonomie, mais aussi une prescription pour les interventions gouvernementales : il faut d'abord se concentrer sur les moyens employés et s'assurer que ceux-ci n'entre pas en conflit avec le processus d'actualisation de l'autonomie.

Est-ce que l'état pourrait mieux servir l'intérêt de ses citoyens en s'éloignant du neutralisme ? Le perfectionnisme n'est pas une alternative facile à justifier. Il requiert plusieurs *professions de foi* tant au niveau métaphysique qu'épistémologique. De plus, plusieurs problèmes concernant le perfectionnisme n'ont pas encore été abordés.



Mentionnons simplement la dichotomie entre le perfectionnement individuelle le perfectionnement collectif; il est facile de voir comment la promotion de l'un peut entraîner le sacrifice de l'autre. Même si le perfectionnisme est souvent présenté comme l'antithèse du neutralisme, il ne s'agit pas nécessairement de la seule alternative. En ce sens, un recadrage du neutralisme, comme le fait Pendlebury, pourrait s'avérer être une alternative moins coûteuse.

Pour Sher, La conclusion finale est toutefois de transférer le débat dans le domaine politique. Si nous rejetons, d'une part, le nécessité de demeurer neutre pour le gouvernement et que nous acceptons, de l'autre, une conception perfectionniste du bien, alors nous pouvons percevoir la promotion du bien comme un devoir de l'État. Ceci n'accorde pas nécessairement une priorité absolue au perfectionnisme, mais rétablie sa légitimité dans le processus de délibération politique. De la même manière, la critique du neutralisme n'implique pas son rejet total, mais plutôt une restriction de son pouvoir.

Au final, il s'agit d'une position essentiellement démocratique: « In the end, we have no choice but to trust the rational faculties of those who will decide. There is, I have argued, nothing to be gained, and much to be lost, by imposing artificial limits on the reasons they may consider. »<sup>37</sup>Ceci require cependant une grande confiance envers nos dirigeants et place nécessairement une plus grande responsabilité entre les mains des citoyens. Si le spectre des raisons acceptables est élargi, la qualité du débat public reposera encore plus sur l'autonomie et la participation de ceux-ci. Le neutraliste pourrait toutefois répondre qu'en prenant position, l'État transfère le débat à l'intérieur de ses structures et le retire ainsi de son libre développement: « Neutrality requires a certain faith in the operation of

---

<sup>37</sup> George Sher, *Ibid.*, 268

nonstate forums and processes for individual judgment and cultural development, and a distrust of the operation of state forums and processes for evaluating the good. »<sup>38</sup>

Le point important à retenir semble être que les actions non neutres ne nécessitent pas toujours un sacrifices de l'autonomie. Pour ce faire, l'État doit toutefois s'assurer d'une vigilance particulière dans l'évaluation des politiques publiques ainsi que dans la promotion de l'autonomie. Comme le fait remarquer Pendlebury : « Departures from state neutrality *can* sometimes be consistent with an appropriate recognition of the value of autonomy, with a reasonable principle of respect for autonomy, with the need to protect the state from « the risks of oppression, instability and error », and with an adequate epistemology of value. »<sup>39</sup> Si la critique du paternalisme passe par la défense de l'autonomie, ceci ne signifie pas que nous devons toujours accorder une « priorité lexicale » à celle-ci. Nous avons vu qu'une vision procédurale de l'autonomie permet de concentrer les efforts sur la réflexion rationnelle des individus qui sont placés devant plusieurs options (plutôt que de se concentrer sur le poids donné aux différentes options).

Les penseurs libéraux utilisent souvent l'analogie du marché pour parler de l'échange des idées dans la démocratie libérale, libre des interférences étatiques : « under conditions of freedom, satisfying and valuable ways of life will tend to drive out those which are worthless and unsatisfying. »<sup>40</sup>. Cette métaphore offre plusieurs pistes intéressantes pour l'évaluation du neutralisme. D'une part, on peut comprendre la neutralité sous un jour plus favorable : non pas comme la non intervention, mais plutôt comme un intervention proactive afin d'assurer les conditions auxquelles Kymlicka fait référence. D'une autre part, on peut aussi se questionner à savoir si la neutralité est le meilleur moyen pour d'assurer ce

---

<sup>38</sup> Will Kymlicka, *Op. cit.*, 899

<sup>39</sup> Michael Pendlebury, *Op. cit.*, 367

<sup>40</sup> Will Kymlicka, *Op. cit.*, 884

libre échange des idées ; on constate que, non seulement que le neutralisme, n'a pas éliminé la présence de politiques paternalistes, mais aussi qu'il peut avoir un effet néfaste sur la mobilisation démocratique.

Qu'arrive-t-il, dans ce cas, lorsque nous sommes face à certains échecs du « marché des idées » ? Dans l'intérêt de tous, il me semble que le devoir du gouvernement est d'intervenir pour corriger ces déficiences. La réponse n'est probablement pas le contrôle étatique. Les instruments de l'État se sont cependant raffinés en même temps que l'examen philosophique. Dans ce contexte, il semble possible de faire la promotion de conceptions du bien possiblement vraies tout en assurant une protection particulière à l'autonomie.

## BIBLIOGRAPHIE

Affaires indiennes et du Nord Canada, *Contexte historique*, URL =  
<[http://www.aincinac.gc.ca/pr/pub/matr/his\\_f.html](http://www.aincinac.gc.ca/pr/pub/matr/his_f.html)>

Arneson, Richard. 1998. Paternalism. In E. Craig (Ed.), *Routledge Encyclopedia of Philosophy*. London: Routledge. URL = <http://www.rep.routledge.com/article/L069>

Arneson, Richard. 1980. « Mill versus Paternalism », *Ethics*, Vol. 90, No. 4 (July): 470-489

Berlin, Isaiah. 1990. *Four Essays on Liberty*. Oxford: Oxford University Press.

Christman, John, "Autonomy in Moral and Political Philosophy", *The Stanford Encyclopedia of Philosophy (Fall 2007 Edition)*, Edward N. Zalta (ed.), URL =  
<<http://plato.stanford.edu/archives/fall2007/entries/autonomy-moral/>>

Dworkin, Gerald, "Paternalism", *The Stanford Encyclopedia of Philosophy (Winter 2005 Edition)*, Edward N. Zalta (ed.), URL =  
<<http://plato.stanford.edu/archives/win2005/entries/paternalism/>>.

Dworkin, Reald. 1988. *The theory and practice of autonomy*. Cambridge: Cambridge University Press.

Dworkin, Ronald. 1988. *A Matter of Principle*. Cambridge: Cambridge University Press.

Economist, The. 2006. « Special report : The new paternalism », April 8th 2006.

Elster, Jon. 2000. *Ulysses Unbound*. Cambridge: Cambridge University Press.

Feinberg, Joel. "Autonomy" in Christman, ed. 1989. *The Inner Citadel: Essays on Individual Autonomy*. New York: Oxford University Press: 27-53.

Goodin, Robert E. (ed). 1996. *The Theory of Institutional Design*. Cambridge: Cambridge University Press.

Gray , Christopher B. (ed.). 1999. *Philosophy of Law: An Encyclopedia*, London: Routledge.

Gray , John et Smith, G.W. (eds.). 1991. *J.S. Mill On Liberty in focus*. London: Routledge.

Häyry, Heta. 1998. « Paternalism », *Encyclopedia of Applied Ethics (volume 3)*, London: Academic Press.

Kymlicka, Will. 1989. "Liberal Individualism and Liberal Neutrality", *Ethics*, Vol. 99, No. 4 (July): 883-905

Mason, Andrew D. 1990. "Autonomy, Liberalism and State Neutrality", *The Philosophical Quarterly*, Vol. 40, No. 161 (October) : 433-452

Pendlebury, Michael. 2002. "In Defense of Moderate Neutrality", *Journal of Social Philosophy*, Vol. 33 No 3 (Fall): 360-376

Rawls, John . 1971. *A theory of Justice*. Cambridge: Harvard University Press.

Scoccia, Danny. 1990. « Paternalism and Respect for Autonomy », *Ethics*, Vol. 100, No. 2 (January): 318-334

Sher, George . 1997. *Beyond neutrality*. Cambridge: Cambridge University Press.

VanDeVeer, Donald. 1986. *Paternalistic interventions*. Princenton: Princeton University Press.

Wall, Steven. "Perfectionism in Moral and Political Philosophy", *The Stanford Encyclopedia of Philosophy* (Spring 2007 Edition), Edward N. Zalta (ed.),  
URL = <<http://plato.stanford.edu/archives/spr2007/entries/perfectionism-moral/>>.

Weinstock, Daniel M. 1999. "Neutralizing Perfection : Hurka on Liberal Neutrality", *Dialogue* XXXVIII (1999) : 45-62